Economic Council
of Canada

Conseil économique
du Canada

Working Paper
Document de travail

Document de travail nº 27

Analyse préliminaire des transactions internationales de services du Canada

James J. McRae

1992

ISSN 1180-3495

Analyse préliminaire des transactions internationales de services du Canada

Les résultats publiés dans le présent document demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et, en tant que tels, n'engagent en rien le Conseil économique du Canada.

Les droits d'auteur sur les « Documents de travail » du Conseil économique appartiennent à la Couronne. Toute reproduction de courts extraits est autorisée aux termes de la législation canadienne sur le droit d'auteur. L'autorisation de reproduire ou de citer de longs extraits doit être adressée au :

Directeur des publications
Conseil économique du Canada
C. P. 527
Ottawa (Ontario)
K1P 5V6

92-05354/

Table des matières

Avant-propos	**vii**
Introduction : la révolution postindustrielle	**1**
Questions d'ordre conceptuel et définitionnel	**3**
En quoi consistent les industries de services ?	4
Comment s'effectuent les échanges de services ?	5
Répercussions des échanges du secteur des services sur l'emploi	7
Quelques données de base sur les échanges du secteur des services du Canada	**8**
Définitions	8
Le commerce international des services du Canada	8
Échanges non reliés au Pacte de l'automobile	16
Corrections apportées au volume déclaré d'échanges de services	17
Comparaison internationale des échanges de services	17
Échanges relatifs aux services commerciaux	**20**
Taux de croissance	20
Profil géographique des échanges de services commerciaux	22
Échanges sans lien de dépendance et échanges entre établissements d'un même groupe	22
Échange de services commerciaux par pays de contrôle	34
Emplois dans le secteur des services tributaires des exportations	**35**
Analyse globale	35
Une deuxième approche axée sur l'emploi dans le secteur des services	39
Quelque données financières choisies relatives aux entreprises canadiennes effectuant des transactions de services	**42**
Orientation des entreprises de services commerciaux en matière d'exportation	43
Importance de l'investissement direct étranger	47
Résumé et conclusions relatives aux nouvelles politiques	**51**
Annexe A	**58**
Notes	**70**
Bibliographie	**72**

Avant-propos

Sous l'effet de l'expansion prise par le secteur des services ainsi que des innovations technologiques et organisationnelles, de plus en plus d'industries de services se trouvent dans un environnement axé sur l'exportation ou trouveront éventuellement. Le commerce international des services prend toujours plus d'importance, fait qui a été justement reconnu, en 1986, par l'inclusion du secteur des services dans les Négociations commerciales multilatérales de l'*Uruguay Round*. Cependant, les questions liées au commerce des services ne sont généralement pas bien comprises.

Le Conseil économique a demandé au professeur McRae d'examiner les conséquences pour le Canada de l'« exportabilité » croissante des services. Dans la présente étude, l'auteur aborde certains des problèmes théoriques et métrologiques liés à cette question; puis il analyse les tendances du commerce canadien des services, en particulier dans le sous-secteur des services aux entreprises qui prend sans cesse plus d'ampleur, et il établit des estimations relatives à l'emploi qui dépend directement des exportations de services. Enfin, il examine les importantes répercussions sur les politiques intérieures d'une économie mondiale dans laquelle les services représentent une part grandissante du commerce international.

La présente étude s'inscrit dans le cadre du projet de recherche du Conseil économique sur l'emploi et le secteur des services. Grâce aux travaux d'analyse réalisés pour ce projet, le Conseil a publié un rapport de synthèse, *L'emploi au futur* (1990) et un rapport de recherche, *Tertiarisation et polarisation de l'emploi* (1991). Le professeur McRae enseigne à l'École d'Administration publique de l'Université de Victoria.

Judith Maxwell
Présidente

Introduction : la révolution postindustrielle

Maintenant que la plus forte proportion des emplois est passée du secteur manufacturier à celui des services – phénomène qui s'est également produit dans une moindre mesure au niveau de la production – il est devenu courant pour les observateurs bien informés de discuter des bienfaits et des inconvénients d'une économie axée davantage sur les services. Ceux qui soutiennent que la transition sera peut-être pénible, mais certainement pas catastrophique, qualifient cette période de changement de seconde révolution (postindustrielle) et préconisent le concept d'une nouvelle économie de «l'information» [consulter par exemple Porat (1977)]. Avec l'avènement de la première révolution industrielle, l'agriculture, qui formait la base de l'économie des pays occidentaux, a cédé le pas à l'industrie; la seconde révolution constitue simplement la prochaine étape d'une évolution vers une économie où prédomineront les services. D'autres prétendent que les industries de services sont improductives par nature et ne peuvent rien apporter au processus de croissance économique. Pour illustrer leur point de vue, ils évoquent l'image d'une nation qui serait composée uniquement de médecins et d'avocats, le premier groupe se consacrant à des transplantations cardiaques et le deuxième, à engager des poursuites pour fautes professionnelles!

Dans le débat qui nous préoccupe ici, les deux parties s'entendent au moins sur la preuve fournie. Coffey et McRae (1989) se fondent sur des renseignements provenant des recensements pour démontrer que le secteur des services au Canada est vaste et en pleine croissance. Ainsi, en 1981, la proportion d'emplois recensés dans le secteur des services (67,7 %) était de plus du double de celle des secteurs primaire, de la construction et de la fabrication réunis (32,3 %). En valeur absolue, les industries de productions de biens (secteur primaire, fabrication et construction) employaient 3,28 millions de personnes, tandis que les industries de services avaient un effectif de 6,88 millions en 1981. En fait, le commerce de détail et les services à la consommation (restaurants, hôtels, entreprises de nettoyage à sec, etc.,) procurent du travail à plus de personnes que toutes les industries manufacturières réunies. Toutefois, c'est la croissance rapide du secteur des services, plus que le nombre absolu d'emplois dans ce secteur, qui a polarisé l'attention des analystes professionnels et l'opinion publique sur ce secteur. Au Canada, entre le recensement de 1971 et celui de 1981, l'emploi dans les industries productrices de biens a augmenté de 0,75 million, soit une hausse de 29,6 %. Les données correspondantes pour le secteur des services montraient un taux de croissance de 59,0 %, soit un total de 2,56 millions nouveaux emplois. En outre, les données des recensements révèlent que cet accroissement important du nombre d'emplois dans le secteur des services est très largement réparti. Par exemple, après avoir réparti l'emploi dans les industries de services en dix sous-catégories, Coffey et McRae (1989) ont démontré que chaque sous-secteur des services affiche un taux de croissance supérieur à celui du secteur des biens. Par exemple, au chapitre de l'emploi, les taux de croissance enregistrés au cours de la période 1971 à 1981 étaient particulièrement élevés dans les services à la production (141,2 %) et le secteur regroupant les

finances, l'assurance et l'immobilier (79,4 %). Il faut souligner cependant qu'en ce qui a trait au nombre absolu d'emplois créés entre 1971 et 1981, ce sont les grandes catégories de services qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux, par exemple le commerce de détail, les services à la consommation et le secteur des organismes sans but lucratif, qui prédominent.

Au plan des concepts de l'empirisme et de la formulation de politiques, les dimensions que présente, à l'échelle du commerce international, cette évolution dans le sens d'un accroissement du nombre d'emplois et de la production du secteur des services ne sont pas bien comprises. La plupart des modèles théoriques formels des échanges et des investissements éludent le problème soulevé par les échanges du secteur des services en plaçant arbitrairement les services dans le secteur de l'économie qui ne participe pas aux échanges internationaux, ce, en raison de diverses caractéristiques d'ordre matériel, réglementaire ou technique. Ainsi, les niveaux des prix, de l'emploi et de la production sont déterminés uniquement, dans les limites de l'économie nationale, par réaction aux variations des termes de l'échange qui prennent naissance dans les secteurs participant aux exportations. La demande de services non exportés, tels que les services personnels, le commerce de détail, l'assurance et l'immobilier, est considérée comme entièrement locale par sa nature et soutenue par les revenus tirés des secteurs de l'exportation. Sur le plan empirique, les transactions internationales relatives aux services sont particulièrement difficiles à mesurer et à enregistrer, en comparaison des transactions inscrites dans la balance commerciale. Le secteur des services comprend un groupe d'activités vraiment hétérogènes, dont bon nombre participent au commerce international par des voies qui échappent au processus existant de collecte des données à l'échelle internationale. Enfin, en ce qui a trait à la signification de cet élément au plan des politiques, nombre de pays, empruntant en cela la voie tracée par les États-Unis, ont accordé une grande attention à l'apport des échanges du secteur des services au rendement de l'ensemble des exportations. Chacune des grandes nations commerçantes a ses propres raisons d'étudier le niveau et la croissance des échanges de son secteur des services. Dans des pays comme l'Australie et le Canada, il est reconnu que les améliorations à la balance des opérations courantes doivent provenir de l'exportation de services et de produits manufacturés, puisque les occasions d'exporter des matières premières seront plus limitées à l'avenir.

Le rôle très secondaire assigné aux industries de services dans le cadre des modèles de commerce international est remis en question actuellement. Par suite des progrès technologiques et des innovations considérables survenues au chapitre de l'organisation des entreprises, les limites entourant les industries de services essentiellement non exportatrices se sont rétrécies sensiblement, avec pour résultat une augmentation du nombre de secteurs de services exportables ou qui pourraient le devenir. Les progrès technologiques dans le domaine des communications informatisées et les changements organisationnels qui s'opèrent au sein des entreprises, tels que la prolifération de sociétés transnationales et l'accroissement des

ententes de franchisage et d'octroi de licences ou de permis, ont mondialisé les marchés de nombreuses industries de services. Dans le cas de nombreux services commerciaux, notamment la comptabilité, la publicité, le stockage et la recherche de données, l'ingénierie, et d'un grand nombre de services financiers, dont les services bancaires, les placements et l'assurance, il est désormais possible pour les fournisseurs établis sur un marché donné de servir un autre marché, de sorte qu'il n'est plus nécessaire que les acheteurs et les fournisseurs soient dans une même zone géographique.

La présente monographie a pour but :

- de brosser un tableau statistique général des échanges du Canada en termes d'ampleur, d'orientation, de composition et de tendances.

- d'étudier principalement les échanges de services commerciaux et présenter des données statistiques détaillées sur les taux de croissance, l'orientation, ainsi que les mécanismes permettant aux services d'accéder au commerce international.

- d'évaluer le nombre d'emplois au sein du secteur des services au Canada qui reposent directement sur l'exportation des services.

- de contribuer à l'élaboration des politiques canadiennes en matière de transactions internationales de services.

Pour y parvenir, nous étudions dans la prochaine partie certaines questions d'ordre conceptuel et définitionnel qui ont souvent entravé les progrès dans ce domaine, tant sur le plan théorique que sur le plan empirique. La partie 3 de l'étude donne une vue d'ensemble des importations et des exportations de services entre 1961 et 1987. L'analyse empirique se poursuit à la partie 4, qui examine surtout les services commerciaux, qui sont un élément des échanges de services en général. La partie 5 avance une évaluation approximative du nombre d'emplois du secteur des services qui sont tributaires des exportations. La partie 6 présente une première analyse empirique de l'orientation, au plan des exportations, des entreprises de services et explique les mécanismes qu'elles utilisent pour accéder aux marchés étrangers. La monographie se termine, avec la partie 7, par une discussion de la signification des résultats pour la formulation de politiques.

Questions d'ordre conceptuel et définitionnel

Rachel McCulloch (1988, p. 369) a exposé le point de vue selon lequel la réalisation des objectifs ultimes de la politique internationale de la plupart des pays, en ce qui a trait aux industries de services, a été gênée autant par l'absence de direction analytique quant aux éléments à mesurer, que par l'absence de données statistiques internationales sur le secteur des services. Dans les modèles types

d'échanges et d'investissements internationaux, les industries de services sont demeurées des «orphelines» sur le plan conceptuel, à cause de l'hypothèse selon laquelle ces industries ne peuvent exporter en raison d'empêchements inhérents d'ordre matériel, technologique ou réglementaire. Il existe plusieurs niveaux de difficultés sur le plan conceptuel. Le premier a trait à la question apparemment simple consistant à déterminer les industries à inclure dans la définition du secteur des services et à savoir si le groupement ainsi obtenu est utile aux travaux empiriques ou s'il n'est qu'une étiquette servant à désigner un groupe statistique résiduel. Quant au deuxième niveau de difficulté, il concerne les méthodes ou les «mécanismes» permettant d'échanger les services produits d'un côté ou de l'autre d'une frontière. Dans ce cas-ci, le principal problème est que l'on confond fréquemment les échanges de services fournis avec les revenus de sources étrangères encaissés par le siège social d'une société multinationale de services pour des ventes réalisées localement par des filiales étrangères. Sur le plan conceptuel, le dernier point important pour cette monographie se rapporte aux possibilités d'emploi au sein des industries locales de services soumises à la concurrence internationale. La tâche consistant à établir et, en fin de compte, à mesurer les variables qui devraient être incluses, en ce qui concerne la main-d'oeuvre, dans une équation de la demande de facteurs est beaucoup plus difficile dans le cas des industries de services canadiennes que ce peut l'être dans celui des secteurs producteurs de biens.

En quoi consistent les industries de services ?

La détermination de la frontière économique qui sépare les industries primaires, manufacturières et de services est la difficile question conceptuelle à laquelle doivent généralement d'abord s'attaquer les théoriciens qui désirent comprendre l'importance du secteur des services dans le processus complexe de croissance économique et de création d'emplois, ainsi que les empiristes qui veulent mesurer cette importance. Les diverses définitions proposées par divers auteurs quant aux industries exactes qui doivent composer chacune des trois grandes catégories ont souvent créé une confusion générale à l'égard de l'importance empirique du sujet et donné lieu au plan des politiques, à des idées parfois contradictoires.

Si on le leur demandait, la plupart des citoyens pourraient, sans trop de difficulté, faire la distinction entre un extrant de l'industrie manufacturière, par exemple une automobile, et un extrant d'une industrie de services, par exemple le commerce de détail ou les services bancaires. Les économistes et les statisticiens requièrent, toutefois, une définition précise des caractéristiques économiques permettant de distinguer les biens des services. Malheureusement, Adam Smith, à qui nous devons des écrits éclairés sur une foule de sujets dans le domaine économique, a posé les bases de deux siècles et demi de négligence conceptuelle, en soutenant que les services sont non durables en soi et ne pouvaient donc contribuer au processus d'accumulation des capitaux nécessaire à la croissance économique.

De nombreux auteurs modernes[2] ont tenté de cerner les paramètres à partir desquels il serait possible d'ébaucher une définition adéquate. Malheureusement, cet exercice a dégénéré en un jeu intellectuel plutôt abstrait, car par la suite, d'autres auteurs ont trouvé que des activités généralement reconnues comme des services ne cadraient pas avec la taxinomie proposée[3]. Dans le cadre du présent document, toute activité productive qui n'est pas incluse dans les secteurs primaire, de la construction ou de la fabrication fait partie du secteur des services.

Comment s'effectuent les échanges de services ?

Le commerce international, qu'il s'agisse de biens ou de services, se compose de transactions entre résidents d'entités politiques différentes. Dans le cas de la balance commerciale, le mécanisme par lequel les produits étrangers accèdent au commerce intérieur est des plus simples : ces produits traversent la frontière, p. ex., du matériel médical expédié de San Francisco à destination de Vancouver. Cependant, dans le cas de la balance des invisibles, l'exportation est beaucoup plus diversifiée. Quatre mécanismes possibles peuvent être identifiés[4].

1 Certains services, par exemple, l'établissement des cotes de crédit, les opérations de change et l'information peuvent être importés ou exportés directement, pourvu qu'ils puissent passer par les systèmes nationaux de communications, comme le téléphone, la poste ou les réseaux informatiques. Au point de vue conceptuel, ce type de services ne diffère pas des biens qui passent par la balance commerciale.

2 Dans le cas des services tels que l'ingénierie, les services de consultation en gestion, la publicité et les réparations, où l'expertise ou les connaissances fournies se retrouvent dans un employé et où la proximité de l'acheteur est essentielle, les services peuvent être échangés de part et d'autre de la frontière seulement par le déplacement temporaire d'employés qualifiés.

3 Une troisième catégorie de services ne requiert pas, comme dans le cas précédent, le déplacement des personnes assurant la prestation de services, mais plutôt celui des demandeurs. Le tourisme constitue, de toute évidence, l'exemple le plus important de ce type de commerce international «à l'intérieur de frontières». Comme exemples moins connus on peut citer les services portuaires achetés par les navires étrangers quand ils sont dans les eaux territoriales canadiennes; ce sont aussi des exportations de services canadiens effectuées par voie de déplacement des demandeurs.

4 Pour d'autres services, le mécanisme d'accès au commerce international n'est pas direct comme dans les trois cas précédents, mais indirect, en ce sens que les services exportés sont incorporés dans un bien matériel. Par exemple, les logiciels d'exploitation – un service – dépassent de plus en plus le matériel en termes de

valeur totale de systèmes, mais ne peuvent être vendus que s'ils sont intégrés dans le bien matériel exporté.

En plus de tenir compte des quatre mécanismes énoncés ci-dessus, il est important de se demander, pour classer les transactions internationales de services, s'il s'agit d'échanges «sans lien de dépendance» entre des sociétés non affiliées ou d'échanges effectués entre établissements rattachés à une même entreprise multinationale. Dans le cas de nombreuses activités de services, dont les opérations bancaires, l'assurance, le transport automobile et le transport aérien, il faut en premier lieu effectuer un investissement direct étranger afin de créer et de maintenir des succursales ou des filiales dans les pays où l'on désire faire affaires. Il est important de noter que ce n'est pas l'investissement direct lui-même, ce ne sont pas les ventes réalisées sur le marché intérieur par une filiale étrangère, ni les dividendes produits et ni le rapatriement des bénéfices provenant de l'investissement direct qui constituent un échange international de services. Les flux de devises étrangères liés à l'investissement étranger sont reconnus, à juste titre, comme des revenus des facteurs générés par la propriété d'actifs étrangers, de sorte qu'ils ne devraient pas être considérés comme faisant partie de la balance des invisibles.

Toutefois, les investissements implicites dans la création d'un réseau de succursales ou de filiales étrangères offrent des occasions d'échanges de services par le biais des ventes de services que le siège social réalise entre ses établissements au chapitre, par exemple, de la publicité, de la comptabilité, du traitement des données, de l'élaboration de logiciels, ainsi que des services juridiques. Ce genre d'échanges du secteur des services, faisant partie de la catégorie des échanges entre établissements d'un même groupe, peut avoir lieu au sein de tout type d'entreprise à établissements multiples, comme les entreprises de fabrication, de services ou de matières premières. Ces échanges sont considérés comme des transactions internationales de services si le siège social et les succursales ou les sociétés affiliées sont situés outre frontières.

Les problèmes de mesure inhérents à la séparation des ventes réalisées par les filiales étrangères des sociétés du secteur des services de leurs exportations directes ont créé beaucoup de confusion et donné lieu à des erreurs dans l'évaluation de la taille et de la croissance des échanges mondiaux de services. Il s'agit là d'un problème particulièrement grave dans l'industrie des services bancaires et des services financiers. France St. Hillaire et John Whalley (1986) soutiennent que les premières évaluations des échanges mondiaux de services bancaires surestimaient considérablement le volume des activités puisqu'on confondait les échanges et avec des décisions d'investissement. Ils affirment que le principal service produit par les banques est l'intermédiation financière. En effet, les déposants et les emprunteurs ont besoin des services des banques pour éviter les frais de transaction nécessités par la mise en contact des uns et des autres et pour négocier des opérations avantageuses pour les deux.

St. Hillaire et Whalley ont estimé de nouveau la valeur des exportations canadiennes, américaines et britanniques dans le domaine des services bancaires et montré que les exportations de ces services représentent véritablement environ le cinquième du revenu total de source étrangère déclaré, lequel comprend les échanges effectifs et les revenus de placement gagnés pour la banque mère sur les opérations avec les non-résidents. De toute évidence, l'importance des revenus provenant des investissements directs étrangers par rapport aux recettes d'exportation du secteur des services varie selon chaque composante du secteur des services, selon la nature des services fournis et le mécanisme par lequel le service participe au commerce international[5].

L'analyse empirique qui suit porte principalement sur un ensemble de services que Statistique Canada définit comme des échanges effectifs de services; elle ne tient pas compte des flux de devises définis par Statistique Canada comme découlant des investissements étrangers ou comme des revenus de facteurs.

Répercussions des échanges du secteur des services sur l'emploi

Comme il a été indiqué précédemment, l'un des principaux objectifs de cette monographie consiste à estimer le pourcentage approximatif des emplois au sein du secteur canadien des services qui sont tributaires des échanges, c'est-à-dire le volume des emplois qui dépendent directement des exportations de services. Afin d'aborder cette question empirique de façon appropriée, il a fallu faire une assez longue digression pour étudier les questions d'ordre conceptuel et définitionnel qui empêchent d'avancer sur le plan conceptuel et gênent les empiristes dans leurs recherches.

Les effets des échanges internationaux de services sur l'emploi intérieur dépendent du mécanisme par lequel ces services sont échangés. Qu'ils soient échangés directement à l'aide d'un réseau international de communications, échangés à l'occasion du déplacement temporaire des demandeurs ou des fournisseurs, incorporés dans quelque bien matériel qui est lui-même échangé, ou qu'ils soient échangés dans le cadre de la fourniture interne de services du siège social à des composantes du groupe, les services ont une incidence sur l'emploi, tout comme les échanges influent sur la balance commerciale. Si les services accèdent au commerce international par le biais des investissements directs, il s'agit d'un investissement et non d'un d'échange, et les répercussions sur l'emploi intérieur sont les mêmes que pour tout investissement étranger, c.-à-d., que le nombre d'emplois dans le pays d'accueil augmente.

Quelques données de base sur les échanges du secteur des services du Canada

Définitions

Les statistiques du commerce international du Canada au titre des services ont depuis toujours posé des problèmes extrêmement complexes sur le plan des notions et des mesures. En réponse aux demandes formulées par de nombreux utilisateurs et en raison de l'importance de plus en plus grande des problèmes que posent les négociations de l'Uruguay Round du GATT, Statistique Canada a entrepris récemment une foule de projets visant à améliorer la qualité de ces données et à élargir le champ qu'elles couvrent. Les premiers résultats de ces travaux ont été résumés dans une publication spéciale *Le commerce international des services du Canada* (nº 67-510 au catalogue) et depuis lors dans la publication annuelle *Les transactions internationales de services du Canada* (nº 67-203 au catalogue). Il est important de souligner que ces publications, ainsi que les numéros de la publication trimestrielle *Balance des paiements internationaux du Canada* (no 67-001 au catalogue) parus par la suite, traitent séparément les revenus de placement gagnés par les résidents canadiens sur des avoirs détenus à l'étranger, des sommes versées aux étrangers qui détiennent des avoirs canadiens et soustraient ces opérations de la catégorie des transactions sur services dont elles faisaient partie. En conséquence, les catégories de services de la balance des paiements se répartissent maintenant en cinq grandes catégories : voyages, transports, services commerciaux, opérations gouvernementales et autres services. Toutes ces catégories regroupent des services «autonomes» qui participent au commerce international soit par le biais d'un réseau international de communications ou des déplacements temporaires de demandeurs ou de fournisseurs des services. Aucune tentative n'a été faite pour mesurer la quantité de services exportés ou importés indirectement, après avoir été incorporés à un bien matériel quelconque. L'annexe A donne une description détaillée des cinq catégories de services échangés.

Le commerce international des services du Canada

Le tableau A.1 de l'annexe présente les recettes et les paiements internationaux globaux pour le commerce des services et des marchandises depuis 1961. En dollars courants, les exportations de services, dont la valeur s'établissait à 1,28 milliard de $ en 1961, ont atteint 18,1 milliards de $ en 1987, soit une somme plus de 14 fois supérieure. La progression a été régulière dans l'ensemble, sauf en 1967, où il y a eu une forte augmentation, et entre 1981 et 1982, où il y a eu une diminution moins importante. Au cours de la même période, les exportations de marchandises, qui se chiffraient à 5,86 milliards de $ en 1961, sont passées à 126 milliards de $ en 1987, augmentant de plus de 21 fois par rapport à 1961. Ces exportations se sont continuellement accrues, sauf entre 1981 et 1982, période où elles ont baissé comme

celles du secteur des services.

Le tableau A.1 présente également des données semblables pour les importations du secteur des services du Canada, toujours exprimés en dollars courants. Les importations de services ont progressé à peu près continuellement entre 1961 et 1987, passant de 1,73 milliard à 23,1 milliards de $, soit une augmentation de presque 14 fois plus élevée que le chiffre de 1961. Encore une fois, le seul écart par rapport à cette tendance à la hausse des importations du secteur des services a été observé entre 1981 et 1982, lorsque la valeur des importations de services a légèrement diminué. Pendant la même période, les importations de marchandises se sont accrues plus de 20 fois, passant de 5,72 milliards à 115 milliards de $; elles ont également connu un recul entre 1981 et 1982.

Enfin, le tableau A.1 présente la balance du secteur des invisibles. À l'exception de 1967, année durant laquelle les exportations de services du Canada ont enregistré une hausse considérable, le Canada a connu un déficit soutenu et croissant. Celui-ci, qui se chiffrait à 0,456 milliard de $ en 1961, s'est élevé à 7,1 milliards de $ en 1987. L'important déficit du secteur des services a grugé une large part du surplus de 10,3 milliards de $ réalisé sur les échanges de marchandises cette année-là.

La figure 1 reprend les renseignements contenus dans le tableau A.1 pour illustrer le rapport entre les exportations du secteur des services et les exportations de marchandises. Ces données indiquent une tendance à la baisse, les exportations de services passant d'à peu près 21 %, niveau atteint au début des années 60, à environ 14 % des exportations de marchandises, entre 1986 et 1987. Bien qu'il y ait eu des oscillations autour de la ligne de tendance, ainsi qu'une pointe[6] appréciable en 1967, ces données montrent un fléchissement des exportations de services par rapport aux exportations de marchandises, particulièrement entre 1961 et 1987.

Les données du rapport des importations de services aux importations de marchandises, lesquelles proviennent du tableau A.1, ont été reproduites sous forme graphique à la figure 2. Dans ce cas, une tendance à la baisse s'est également manifestée au fil des ans. En effet, les importations de services, qui étaient de 28 % à 30 % au début des années 60, sont tombées pour rester autour de 20 % à 22 % au cours de la majeure partie de la dernière décennie. Cependant, contrairement aux données des exportations, les chiffres des importations de services présentent beaucoup plus d'oscillations à court terme autour de leur courbe, qui est orientée à la baisse.

Le tableau A.2 reprend les cinq catégories énoncées précédemment pour répartir les totaux relatifs aux exportations et aux importations de services, à savoir les voyages, les transports, les services commerciaux, les opérations gouvernementales et les autres services. Pour les exportations de services, l'apport des voyages, exprimé en pourcentage du total, se situait entre 35 % et 40 % au cours des années 1961 à 1972, puis a légèrement baissé pour s'établir entre 30 % et 35 % pour

Figure 1

Exportations de services, en pourcentage des exportations de marchandises

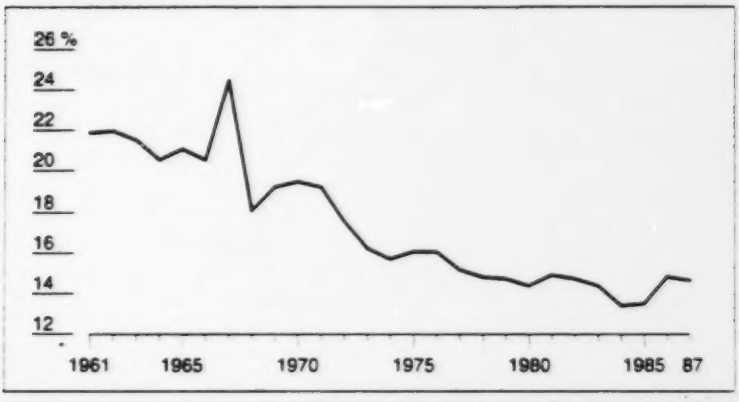
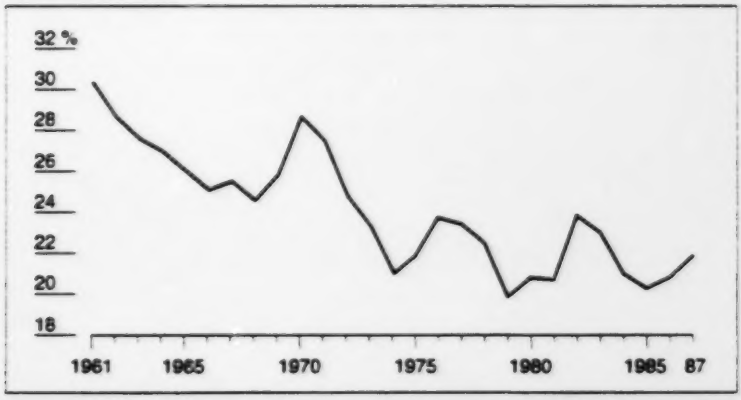


Figure 2

Importations de services, en pourcentage des importations de marchandises



le reste de la période. L'année 1967 est une exception. Cette année-là, les exportations de services de voyage, c'est-à-dire les dépenses de voyageurs séjournant au Canada, ont subi une très forte hausse et représentaient 47,7 % des exportations totales de services, ce qui explique l'augmentation du pourcentage des exportations de services par rapport aux exportations de marchandises, qui est illustrée à la

figure 1. L'Expo 67, tenue à Montréal, est la cause de cette déviation d'un an des exportations de voyage. Une hausse similaire, quoique quelque peu moins spectaculaire en proportion du total, a été enregistrée à ce chapitre en 1986, année de l'Expo de Vancouver. Au poste «exportations de services», la sous-catégorie des transports est demeurée relativement stable entre 1961 et 1981, mais depuis 1981 son importance relative a diminué considérablement. Les exportations de services commerciaux constituent les sous-catégories de services les plus intéressantes puisqu'elles ont connu une croissance plus ou moins soutenue, passant de 14,3 % du total des exportations de services en 1961 à 33 % en 1987. Enfin, la proportion des opérations gouvernementales a connu un recul, tandis que les autres services ont maintenu dans l'ensemble le même pourcentage par rapport au total.

Le tableau A.2 indique l'apport, exprimé en pourcentage, de chacune des cinq sous-catégories comparativement au total des importations de services. Les importations de voyages, c'est-à-dire les dépenses de résidents canadiens à l'étranger, sont demeurées essentiellement stables, affichant un léger profil cyclique à court terme. Quant aux importations de services de transport exprimées en proportion du total, elles ont reculé constamment et de façon spectaculaire, puisqu'elles représentaient environ 33 % du total des importations de services au début des années 60 et ne comptaient plus que pour 19 % en 1987. Sous l'influence de l'accroissement de l'importance relative des échanges internationaux de services commerciaux, dont il a été fait état quand on parlait des exportations, il s'est produit au cours de cette période une hausse parallèle des importations de services commerciaux, qui sont passées d'environ 22 % du total des importations de services au début des années 60 à près de 40 % en 1987. En ce qui a trait à la sous-catégorie des opérations gouvernementales, leur importance par rapport au total des importations de services s'est rétrécie lentement au cours de la période d'analyse, tandis que la proportion de catégorie «autres services» demeurait modeste mais stable.

Le tableau A.3 montre le profil des séries chronologiques découlant de la répartition des exportations et des importations du secteur des services en proportion des exportations et des importations de marchandises. Les figures 3, 4 et 5 présentent la courbe des séries chronologiques ainsi obtenue pour les exportations, importantes, des voyages, des transports et des services commerciaux, respectivement. L'importance relative de la proportion des exportations de voyages par rapport aux exportations de marchandises a diminué entre 1961 et 1987, sauf qu'elle a fait un grand bond en 1967 à la faveur de l'Exposition de Montréal, et enregistré une plus faible hausse en 1986 en raison de celle de Vancouver. Pour ce qui est des exportations de services de transport, elles ont reculé de façon continue par rapport aux exportations de marchandises au cours de cette période. Comme on pouvait s'y attendre, étant donné la croissance soutenue de la part des exportations de services commerciaux, qui est illustrée au tableau A.2, l'importance relative de ces exportations par rapport à celle de marchandises a augmenté de façon régulière au cours de cette période, passant de 3,1 % en 1961 à 4,7 % en 1987, comme l'indique la figure 5.

Figure 3

Exportations de voyages, en pourcentage des exportations de marchandises

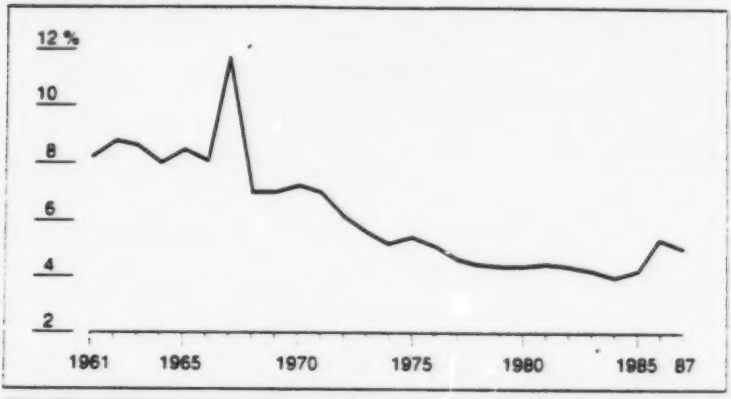
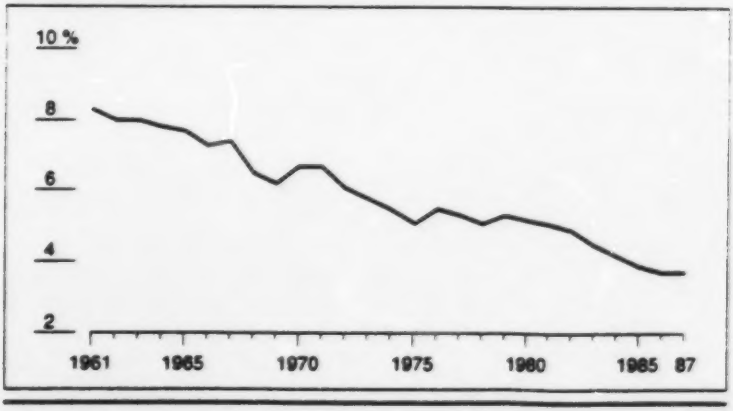


Figure 4

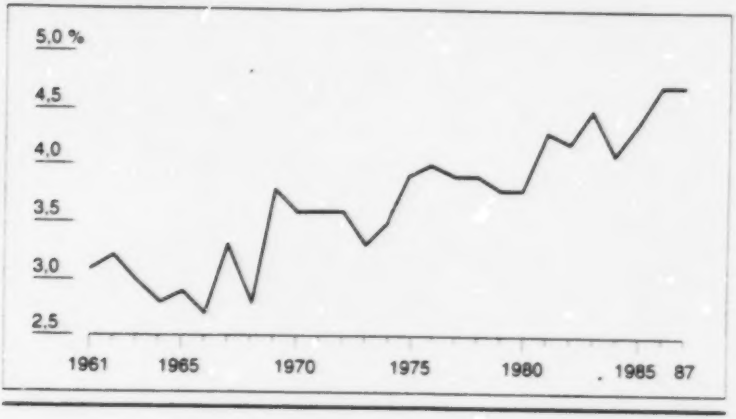
Exportations des transports, en pourcentage des exportations de marchandises



Certains lecteurs seront peut-être surpris par la proportion relativement peu élevée que représentent les exportations de services commerciaux par rapport aux exportations de marchandises, mais il convient de noter que, pendant les années 80, les recettes d'exportations provenant de ces services étaient à peu près équivalentes à celles des voyages. En réalité, les recettes tirées par le Canada des exportations de

Figure 5

Exportations de services, en pourcentage des exportations de marchandises



services commerciaux ont excédé celles du poste des voyages en 1983, 1984 et 1985. Seule la hausse importante des recettes de voyages découlant de l'Exposition de Vancouver, en 1986, a inversé temporairement la tendance de plus en plus évidente d'une avance des exportations de services commerciaux sur les recettes des voyages. Malgré l'importance croissante des exportations de services commerciaux, leur contribution au revenu canadien et à la création d'emplois est loin d'être aussi bien comprise que les dépenses de tourisme et des structures d'accueil reliées aux exportations de voyages. Enfin, les opérations gouvernementales ont diminué de façon continuelle par rapport aux exportations de marchandises, tandis que l'apport de la catégorie des «autres services» est demeuré, en termes relatifs, faible et à peu près constant.

La comparaison des données désagrégées des importations du secteur de services et des importations de marchandises fait ressortir un profil qui est également illustré au tableau A.2 et aux figures 6, 7 et 8. Les importations de services de voyage accusent un mouvement général de lent fléchissement entrecoupé de sous-périodes de fluctuation par rapport aux importations de marchandises, tandis que les importations de services de transport diminuent considérablement et constamment en proportion du total. Les importations de services commerciaux augmentent par rapport aux importations de marchandises mais, par rapport à l'ensemble des exportations de services, elles accusent une évolution plus cyclique. Quant aux importations de services commerciaux, elles sont maintenant fermement établies au rang de plus importante sous-catégorie des services, puisqu'elles excèdent de beaucoup les importations de voyages. Finalement, les importations de la sous-catégorie des opérations gouvernementales se replient constamment par

Figure 6

Importations de voyages, en pourcentage des importations de marchandises

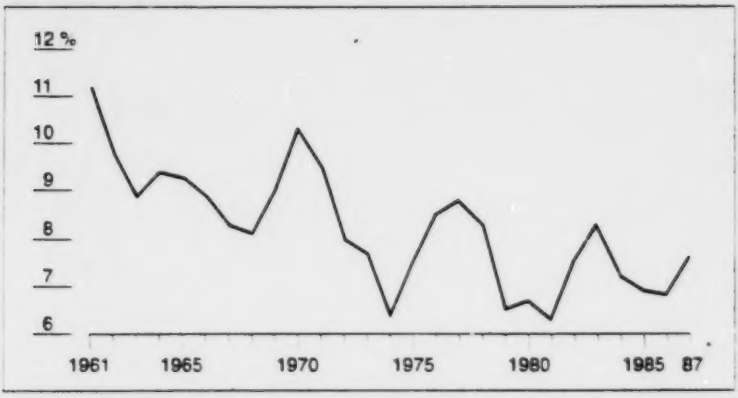
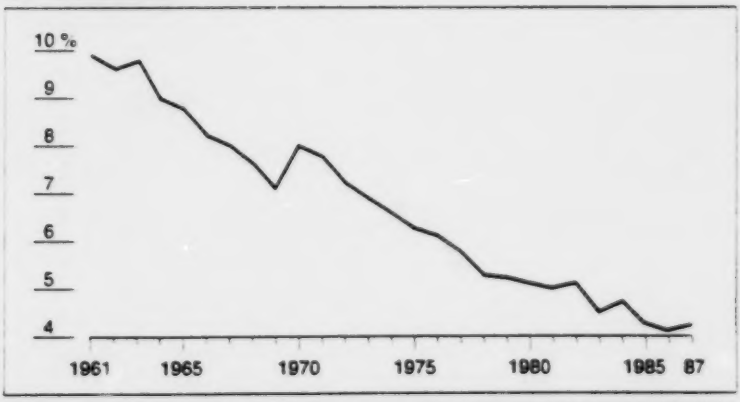


Figure 7

Importations des transports, en pourcentage des importations de marchandises

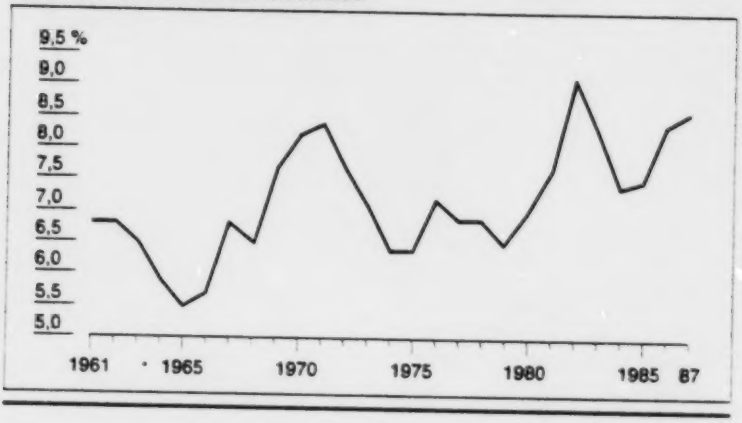


rapport aux importations de marchandises, tandis que les opérations inscrites au poste des « autres services » sont plus ou moins stables.

On ne tiendra pas rigueur au lecteur modérément intéressé à ce sujet s'il demande après avoir consulté les résultats fournis à la figure 1 pourquoi les échanges du Canada en matière de services ont récemment retenu autant d'intérêt des statisticiens, des économistes et des décisionnaires. Exprimées en pourcentage

Figure 8

Importations de services commerciaux, en pourcentage des importations de marchandises



des exportations de marchandises du Canada, les exportations du secteur des services ont reculé presque régulièrement entre 1961 et 1987. Les principaux écarts par rapport à cette tendance à la baisse résultaient des bonds faits par les exportations de services de tourisme à la faveur de l'exposition tenue à Montréal en 1967 et, dans une moindre mesure, de celle de Vancouver en 1986. Toutefois, ces statistiques des exportations du secteur des services cachent un nouvel élément de grande importance pour les sous-catégories constituant l'ensemble des invisibles. Plus précisément, la figure 5 indique que les exportations de services commerciaux, par rapport aux exportations de marchandises, ont en général marqué une tendance à la hausse au cours de la période, compensant en partie la baisse des exportations de services de voyage, et particulièrement, des exportations des services de transport. Les recettes provenant des services commerciaux se sont accrues au point où elles excédaient, entre 1983 et 1985, celles de la sous-catégorie des voyages et, si la tendance à la hausse persiste, elles dépasseront de nouveau les exportations de voyages dans un proche avenir.

Le profil des importations de services est à peu près la même, bien qu'une tendance plus cyclique se dégage dans certaines sous-catégories importantes de l'ensemble de la balance des invisibles. Les importations de services de voyage par rapport aux importations de marchandises accusent une baisse en général, tandis que le poste des servies de transport fléchissait constamment et rapidement entre 1961 et 1987. Par contre, les importations de services commerciaux, toujours comparativement aux importations de marchandises, marquent au fil des ans une orientation à la hausse et sont maintenant bien reconnues comme le poste le plus important des importations du secteur des services.

Échanges non reliés au Pacte de l'automobile

Le Pacte de l'automobile conclu en 1965 entre le Canada et les États-Unis ainsi que les raffinements[7] qui y ont été apportés par la suite ont donné lieu à un régime de remise des droits de douane conçu pour encourager certains fabricants d'automobiles à rationaliser le fonctionnement de leurs usines nord-américaines. Il s'ensuivit une augmentation considérable du volume d'échanges internationaux de véhicules automobiles et de pièces détachées. Par exemple, les exportations canadiennes de véhicules automobiles et de pièces, qui représentaient en 1965 4,2 % de la valeur totale des exportations de marchandises du Canada, ont atteint 34 % en 1987. Les hausses des importations de véhicules automobiles et de pièces sont également spectaculaires puisque ces importations qui représentaient en 1965 11,3 % du total des importations de marchandises atteignaient 40,4 % en 1987.

Étant donné que le Pacte de l'automobile a établi une série de règles très différentes pour un sous-ensemble important et croissant d'échanges de marchandises, il peut être très utile de calculer l'importance relative des importations et des exportations du secteur des services par rapport au volume des échanges de marchandises non reliées au Pacte de l'automobile.

Ces résultats, qui ne sont pas fournis ici, peuvent être résumés comme suit :

– Les exportations et les importations du secteur des services, exprimées en proportion du total, accusent une tendance à la baisse beaucoup moins prononcée entre 1961 et 1987.

– Depuis 1980, les exportations de services de voyage et de services commerciaux affichent une tendance constante à la hausse, compensant ainsi la tendance à la baisse qui persiste dans la catégorie des services de transport, pour donner lieu à une augmentation du total.

– Abstraction faite de l'influence stabilisatrice des importations liées au Pacte de l'automobile, les importations relatives du secteur des services ont accusé au cours de la période 1961-1987 des sous-périodes de fluctuations beaucoup plus prononcées, qui sont causées presque uniquement par la sous-catégorie des importations de services de voyage, lorsqu'on fait

– Pour les importations comme pour les exportations de services de transport, on peut voir, quand on fait abstraction des échanges de marchandises reliés au Pacte de l'automobile, que les baisses importantes, exprimées en proportion du total, qui sont survenues dans les deux cas n'ont pas débuté avant 1971. Jusqu'à cette époque, les exportations et les importations de services de transport s'accroissaient à un rythme plus ou moins proportionnel à celui des échanges non reliés au Pacte de l'automobile.

Corrections apportées au volume déclaré d'échanges de services

Avant de procéder à une analyse détaillée du volume, de la structure et des taux de croissance des échanges de services commerciaux du Canada, il faut examiner deux causes de sous-évaluation des échanges de services. D'abord, les données des exportations et des importations de services bancaires ne sont pas séparées de celles des autres opérations bancaires et sont actuellement comprises au poste des revenus de placement de la balance des paiements. Par conséquent, elles sont totalement exclues des statistiques des échanges de services commerciaux[8] ainsi que de tous les tableaux et graphiques qui paraissent dans la présente monographie.

En plus d'exclure les services bancaires, les publications portant sur le commerce international des services du Canada ne tentent d'aucune façon de mesurer le volume des services qui sont exportés ou importés indirectement par voie d'incorporation dans un bien matériel. Harry et Cox (1988) ont récemment fourni des données selon lesquelles la valeur totale des extrants du secteur des services incorporée dans chaque dollar de marchandises exportées serait considérable. Se fondant sur le tableau d'entrées-sorties à 88 secteurs établi en 1981 pour le Canada et qui comprend 15 secteurs de services, ils ont trouvé qu'en moyenne chaque dollar de marchandises exportées comprend 22 cents d'extrants du secteur des services. Ces coefficients se situent dans une fourchette qui va de 13 cents (chasse et pêche) à 43 cents (puits de pétrole et de gaz naturel). Par conséquent, si en moyenne 22 % de la valeur des exportations de marchandises consistent réellement en exportations indirectes du secteur des services, on peut conclure que le volume des exportations de services du Canada est bien supérieur au volume indiqué au tableau A.1 et représenté à la figure 1. Par exemple, en 1987, le Canada a effectué 18 089 millions de $ d'exportations directes de services par l'un des trois mécanismes d'exportations suivants : les réseaux de communications, le déplacement temporaire du fournisseur ou le déplacement temporaire du demandeur. De plus, on peut affirmer qu'environ 22 % des 125 765 millions de $ d'exportations de marchandises, soit 27 668 millions de $, représentent des exportations du secteur des services effectuées indirectement par le biais des marchandises. Ainsi, le total des exportations directes ou indirectes de services atteint 45 757 millions de $, soit 36 % de la valeur indiquée des échanges de marchandises en 1987, abstraction faite encore une fois des exportations de services bancaires. Il s'agit d'un pourcentage beaucoup plus élevé que celui de 14,4 % obtenu lorsque seuls les services exportés directement sont considérés[9].

Comparaison internationale des échanges de services

La visibilité croissante des échanges internationaux de services comme problème mondial fait ressortir la nécessité de données internationales fiables sur les tendances mondiales en matière d'importation et d'exportation de services. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié récemment (en

1987) les données recueillies par les pays membres sur les échanges internationaux réalisés dans le domaine des services entre 1974 et 1984. Le *Australian Bureau of Industry Economics* (1988) a utilisé les données de l'OCDE afin d'évaluer la valeur totale des importations et des exportations de services pour chacun des principaux pays de l'OCDE. Ces données sont reprises au tableau 1.

Comme le montre le tableau 1, en 1984, les exportations de services pour l'ensemble des principaux pays de l'OCDE se chiffraient à 294 milliards de $ US, tandis que les importations de services totalisaient 285 milliards de $ US pour ces mêmes pays. Les principaux pays exportateurs de services étaient les États-Unis (54 milliards de $ US), la France (51 milliards de $ US), l'Allemagne (33 milliards de $ US) et le Royaume-Uni (28 milliards de $ US). Au total, ces quatre plus grands fournisseurs de services représentaient 58 % de l'ensemble des exportations des principaux pays de l'OCDE. Parmi les 16 pays de l'OCDE figurant au tableau 1, le Canada occupe le dixième rang en ce qui a trait au volume des exportations de services, juste après l'Espagne et avant le Danemark. À titre de comparaison, le Canada occupe le sixième rang pour le total des exportations, après la France et devant les Pays-Bas.

En 1984, dix des 16 pays de l'OCDE avaient une balance des paiements excédentaire au chapitre des services. Le plus fort excédent revenait à la France (8,6 milliards de $ US), qui était suivie de l'Espagne (7,5 milliards de $ US), du Royaume-Uni (5,0 milliards de $ US) et de l'Italie (4,4 milliards de $ US). Parmi les pays figurant au tableau 1, seuls six affichaient des déficits pour les échanges de services. Les principaux pays déficitaires sont, dans l'ordre, le Japon (12 milliards de $ US), l'Allemagne (5,3 milliards de $ US), le Canada (3,4 milliards de $ US) et l'Australie (2,5 milliards de $ US).

Le tableau 1 indique également la valeur des exportations de services en pourcentage du total des exportations, pour chacun des 16 pays de l'OCDE[10]. La moyenne pondérée de ce rapport pour l'ensemble de ces pays est de 25,4 %, et va de 12,5 % pour le Canada à 55,1 % pour la France. Par conséquent, lorsqu'on compare les chiffres des exportations de services, c'est le Canada qui montre la plus faible propension d'exporter parmi les principaux pays de l'OCDE.

L'OCDE a classé et défini les types de services internationaux afin d'assurer la cohérence des données fournies par les pays membres sur les transactions internationales. Les services sont subdivisés en quatre catégories de base : les voyages, les services de transport, les transactions gouvernementales et les «autres services». La catégorie «autres services» regroupe l'assurance, les revenus de la propriété intellectuelle, les commissions et le courtage, les films et la télévision, la construction et l'ingénierie, les communications, le traitement et les réparations, la publicité, la distribution, la consultation et la coopération technique, les services bancaires et la location.

Tableau 1

Exportations et importations de services – principaux pays de l'OCDE, 1984

	Exportations de services	Importations de services	Balance des services	Exportations de services en % des exportations totales
	(Milliards de $ US)			
États-Unis	53 687	53 890	–203	24,6
Japon	23 386	35 364	–11 978	13,8
Allemagne	32 521	37 842	–5 321	19,0
France	51 277	2 685	8 592	55,1
Royaume-Uni	28 436	23 456	4 980	30,2
Italie	19 554	15 161	4 393	26,6
Canada	10 856	14 253	–3 397	12,5
Autriche	7 243	4 408	2 835	46,1
Benelux	13 007	10 926	2 081	25,1
Danemark	7 304	7 127	177	45,9
Pays-Bas	14 501	13 998	503	22,1
Norvège	6 961	7 026	–65	36,9
Portugal	1 731	1 239	492	33,5
Espagne	12 631	5 105	7 526	53,7
Suède	6 920	6 095	825	23,6
Australie	3 796	6 363	–2 567	15,5
Total	293 811	284 938	8 873	25,4

SOURCE Selon les calculs du Bureau of Industry Economics, Australie (1988), à partir des données de l'OCDE.

La catégorie de la «distribution» constitue une composante importante des exportations de services[11] dans cinq des 16 pays présentés au tableau 1. Près de la moitié des exportations de services déclarées par la France pour 1984 a trait à des activités de distribution. Viennent ensuite le Danemark (39 %), l'Italie (12 %), l'Allemagne (11 %) et le Benelux (7 %). En dépit de l'importance de cette activité sur le plan de la valeur des exportations de services et de la propension à exporter des services, en particulier pour la France et le Danemark, on trouve de grandes disparités entre les pays quant à la nature exacte et à la valeur des activités mesurées et enregistrées dans cette catégorie. Après avoir fait une discussion visant à préciser les différentes définitions employées par les pays membres de l'OCDE, le *Australian Bureau of Industry Economics* (1988, p. 49) a conclu que la France et le Danemark consignent tous deux sous cette rubrique les marchandises effectivement acquises et vendues. Les données fournies exagèrent donc beaucoup la valeur réelle des services d'intermédiation et devraient donc être ramenées à des proportions moins grandes. D'autres pays qui déclarent des exportations de services de distribution n'incluent pas dans ces données la valeur des marchandises

acquises et vendues.

Échanges relatifs aux services commerciaux

Taux de croissance

Le tableau 2 présente les diverses sous-catégories de services commerciaux en proportion du total pour 1969, le taux de croissance annuel moyen durant la période de 1969 à 1986, de même que le pourcentage que chacune d'elles représentait à la fin de cette période, en 1986. De façon générale, le tableau illustre les fluctuations considérables qui se sont produites durant cette période. Ainsi, en 1969, les exportations de services commerciaux étaient largement dominées par les commissions touchées par les grossistes et les courtiers sur les échanges de marchandises, les services reliés au transport, les frais spéciaux et autres frais automobiles, ainsi que la location de matériel. Au total, ces quatre sous-catégories représentaient 59 % de la valeur totale des exportations canadiennes de services commerciaux en 1969. Durant la période de 1969 à 1986, les services commerciaux dont les exportations ont crû le plus rapidement, comme l'indique le taux de croissance annuel moyen, sont les services de communication (41,3 %), de recherche et de développement (35,2 %), les services informatiques (29,9 %), ainsi que les redevances, brevets d'auteurs et marques déposées (25,7 %). En raison du taux élevé de croissance annuelle moyenne dans ces sous-catégories, la structure des exportations canadiennes de services commerciaux avait changé considérablement en 1986. Par exemple, les quatre plus grandes sous-catégories d'exportations qui représentaient ensemble 59 % en 1969 ne comptaient plus que pour 41 % du total en 1986. Seule la sous-catégorie des frais spéciaux et autres frais automobiles a accru sa part durant cette période, les trois autres sous-catégories subissant un recul spectaculaire. En proportion de l'ensemble des exportations de services commerciaux, la part des quatre secteurs qui ont crû le plus rapidement était encore plutôt modeste en 1986, soit environ 20 % du total. Toutefois, la part importante et le taux de croissance élevé des exportations de services de communication et de recherche et de développement reflètent la grande importance stratégique que représentent maintenant ces secteurs.

Le tableau 2 présente aussi des données parallèles sur les importations de services commerciaux. Ainsi, en 1969, la plus grande partie des importations de services commerciaux était formée par les sous-catégories suivantes : «autres services» (poste résiduel); redevances, brevets d'auteurs et marques déposées; frais spéciaux et autres frais automobiles; services d'administration et de gestion. Au total, ces quatre sous-catégories représentaient 48 % de la valeur totale des importations de services commerciaux au Canada. En 1986, les quatre plus grands secteurs de services commerciaux étaient les redevances, les brevets d'auteurs et marques

Tableau 2

Services commerciaux par catégorie
Taux de croissance annuels moyens – de 1969 à 1986

	en 1969	Taux de croissance annuel moyen	en 1986
		(Pourcentage)	
Exportations			
Consultation et autres services spécialisés	7,3	19,4	13,5
Services reliés au transport	14,9	12,2	11,0
Services d'administration et de gestion	6,6	14,3	3,8
Recherche et développement	3,1	35,2	8,9
Commissions	22,4	11,9	12,3
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	0,7	25,7	1,4
Films et diffusion	1,7	6,2	0,5
Publicité et services de promotion	2,3	6,3	0,7
Assurance	9,3	18,7	11,6
Autres services financiers	0,0		3,2
Services informatiques	0,0	29,9	2,4
Location de matériel	10,7	9,6	4,2
Concessions et droits semblables	0,0		0,0
Services de communication	1,0	41,3	6,9
Raffinage et services de transformation	0,0	15,8	2,0
Frais spéciaux et autres frais automobiles	11,0	17,9	13,5
Autres	8,9	10,0	4,1
Total	100,0	15,4	100,0
Importations			
Consultation et autres services spécialisés	9,0	14,2	3,5
Services reliés au transport	7,1	14,7	8,2
Services d'administration et de gestion	10,1	13,7	10,4
Recherche et développement	5,3	34,0	10,0
Commissions	7,5	13,4	5,9
Redevances, brevets d'auteur et marques déposées	12,5	13,4	12,1
Films et diffusion	3,9	8,8	2,1
Publicité et services de promotion	2,8	13,7	1,1
Assurance	7,6	18,5	11,4
Autres services financiers	0,0		8,7
Services informatiques	0,0	16,1	1,1
Location de matériel	6,3	10,3	4,9
Concessions et droits semblables	0,8		0,4
Services de communication	1,3	26,8	4,1
Frais spéciaux et autres frais automobiles	12,4	29,6	9,6
Autres	13,3	9,8	6,4
Total	100,0	15,1	100,0

Source : Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

déposées, l'assurance, les services d'administration et de gestion et la recherche et le développement. Au chapitre des importations, des taux de croissance annuelle moyens élevés ont été enregistrés aux postes de la recherche et du développement (34,0 %), des frais spéciaux et autres frais automobiles (29,6 %), des services de communication (28,8 %) et de l'assurance (18,5 %).

Profil géographique des échanges de services commerciaux

Le tableau 3 montre la configuration spatiale des exportations et importations de services commerciaux pour le Canada en 1983 et en 1986. De façon globale, et en se fondant sur la configuration des exportations à ce chapitre en 1986, on voit clairement que les États-Unis sont le meilleur client du Canada, absorbant près de 56 % des exportations canadiennes. Chose étonnante, ce chiffre est beaucoup mois élevé que celui des exportations canadiennes de marchandises à destination des États-Unis, qui est de 77 %. Une très forte proportion des exportations de services commerciaux, en particulier la consultation et autres services spécialisés, est dirigée vers des pays autres que les États-Unis ou de la Communauté économique européenne (CEE). L'examen de ces mêmes données montre que durant la période 1983-1986, les exportations vers les États-Unis et la CEE ont progressé, tandis que diminuaient les exportations vers d'autres pays. Les sous-catégories de services commerciaux qui forment une part particulièrement importante des exportations vers les États-Unis sont les frais spéciaux et autres frais automobiles, les films et la diffusion, la recherche et le développement et la location de matériel.

Les importations de services commerciaux sont liées beaucoup plus étroitement aux États-Unis. Ainsi, près de 70 % de la valeur des services commerciaux importés au Canada proviennent des États-Unis, mais on retrouve des exceptions importantes comme les services de communication, les autres services financiers et la consultation et les autres services spécialisés. Les importations faites sous les rubriques des frais spéciaux et autres frais automobiles, de services informatiques, de recherche et de développement, de publicité et de services de promotion, et de services d'administration et de gestion proviennent presque exclusivement des États-Unis. Dans l'ensemble, la ventilation géographique globale des importations de services commerciaux a peu changé entre 1983 et 1986.

Échanges sans lien de dépendance ou échanges entre établissements d'un même groupe

Dans la partie 2.2, il a été clairement montré qu'en plus des quatre mécanismes par lesquels s'effectuent les transactions de services à l'échelle internationale, il faut également tenir compte de la distinction existant entre les transactions effectuées entre établissements non affiliés et celles entre établissements chapeautés par une même société multinationale (échanges entre établissements d'un même

groupe). Sur le plan des exportations de services commerciaux, les tableaux 4 et 5 montrent que les exportations canadiennes sont dominées par les transactions sans lien de dépendance. Par exemple, les deux tiers environ des exportations canadiennes de services commerciaux, soit 67,2 % en 1983 et 63,7 % en 1986, sont effectués entre établissements n'ayant entre eux aucune affiliation.

Lorsque ces données sont présentées sous la forme de profils géographiques, tant le tableau 4 que le tableau 5 permettent de constater que les services commerciaux exportés vers les pays autres que les États-Unis sont presque toujours des échanges sans lien de dépendance, tandis que les exportations vers les États-Unis sont réparties presque également entre les deux types. Les principales sous-catégories dont les exportations sont destinées surtout à des établissements non affiliés sont les services de communication, le raffinage et les services de transformation, la location de matériel et la consultation et les autres services spécialisés. Par ailleurs, les sous-catégories de services commerciaux dans lesquelles dominent les échanges entre établissements d'un même groupe reflètent le profil que les investissements directs entre le Canada et les États-Unis ont adopté au fil des ans, et sont fortement influencées par les exportations à destination des États-Unis inscrites sous la rubrique des frais spéciaux et autres frais automobiles, des droits de concessions, ainsi que de la recherche et du développement.

Dans cette perspective, l'analyse des tableaux 4 et 5 en ce qui a trait aux importations de services commerciaux pour ces mêmes catégories révèle la place beaucoup plus importante occupée par les échanges entre établissements d'un même groupe. Près de la moitié des services commerciaux importés au Canada en 1983, soit 48,7 %, et plus de la moitié en 1986, soit 55,3 %, étaient destinés à des établissements affiliés. Comme il fallait s'y attendre, compte tenu de l'importance des liens qui existent entre le Canada et les États-Unis dans le domaine des investissements, c'est avec les États-Unis que sont effectués la plupart de ces échanges entre établissements d'un même groupe et ceux-ci touchent surtout les sous-catégories de frais spéciaux et autres frais automobiles, de la recherche et du développement, des services d'administration et de gestion, ainsi que des redevances, brevets d'auteurs et marques déposées.

La structure des échanges sans lien de dépendance par rapport aux échanges de services commerciaux au sein d'un même groupe se précise davantage lorsqu'on considère les données des importations et les importations non plus sous l'éclairage de la répartition géographique, mais en fonction de la catégorie industrielle à laquelle appartiennent les entreprises qui importent et exportent des services commerciaux. Ainsi, les tableaux 6 et 7 montrent que près de 75 % des exportations canadiennes de services commerciaux – 74,8 % en 1983 et 74,9 % en 1986 – sont destinées à d'autres entreprises du secteur des services et constituent, la plupart du temps, des échanges sans lien de dépendance. Ces tableaux mettent en lumière les sous-catégories de services commerciaux comportant un taux particulièrement élevé d'exportations à d'autres entreprises du secteur des services. Par ailleurs, les

Tableau 3

Importations et exportations de services commerciaux par zone géographique – 1983 et 1986

	Échanges avec les États-Unis		Échanges avec la CEE		Échanges avec autres pays	
	1983	1986	1983	1986	1983	1986
	(Pourcentage)					
Exportations						
Consultation et autres services spécialisés	13,2	17,5	2,6	3,9	84,0	78,6
Services reliés au transport	36,2	30,5	34,4	40,9	29,2	28,4
Services d'administration et de gestion	53,7	65,0	19,8	19,6	27,3	15,4
Recherche et développement	89,8	89,9	1,3	6,4	8,9	4,0
Commissions	54,2	49,9	16,1	21,8	29,7	28,1
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	64,7	58,8	7,8	11,3	27,5	30,0
Films et diffusion	88,0	92,6	8,0	3,7	4,0	3,7
Publicité et services de promotion	65,9	46,3	13,6	24,4	22,7	31,7
Assurance	63,3	66,5	25,3	21,7	11,6	11,8
Autres services financiers		30,0		37,2		32,8
Services informatiques	84,5	75,5	1,4	0,7	14,1	23,0
Location de matériel	64,8	80,9	2,5	5,5	32,7	13,1
Concessions et droits semblables	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
Services de communication	38,4	29,9	18,1	28,9	43,9	41,1
Raffinage et services de transformation	61,6	45,1	2,7	19,5	35,6	35,4
Frais spéciaux et autres frais automobiles	97,5	94,3	1,3	4,7	1,2	1,0
Autres	71,2	58,6	5,1	6,9	23,7	34,9
Total	53,7	55,9	12,0	16,7	34,2	27,4

Importations						
Consultation et autres services spécialisés	39,5	47,8	2,6	7,1	57,9	45,1
Services reliés au transport	38,6	32,1	36,7	40,1	24,9	28,0
Services d'administration et de gestion	91,9	95,4	5,4	3,3	2,7	1,2
Recherche et développement	89,6	97,3	6,7	2,3	3,8	0,4
Commissions	61,6	61,4	10,9	13,6	27,9	25,2
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	86,2	85,0	7,7	8,5	6,2	6,5
Films et diffusion	87,4	92,2	12,1	7,3	0,6	0,5
Publicité et services de promotion	91,3	96,2	1,4	1,9	7,2	1,9
Assurance	64,3	54,0	24,9	33,9	10,8	12,2
Autres services financiers	50,8	25,7	36,5	57,4	13,1	16,8
Services informatiques	95,7	98,1	1,4	1,9	0,0	0,0
Location de matériel	78,1	85,0	15,6	5,3	6,2	9,7
Concessions et droits semblables	100,0	52,6	0,0	44,7	0,0	0,0
Services de communication	12,9	7,4	37,6	36,6	49,5	56,1
Frais spéciaux et autres frais automobiles	100,0	99,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	63,9	76,3	14,1	11,9	21,9	11,9
Total	71,2	69,6	15,0	17,7	13,8	12,7

Source : Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

Tableau 4

Importations et exportations de services commerciaux par zone géographique et affiliation des sociétés concernées – 1983

	Échanges avec les États-Unis		Échanges avec la CEE		Échanges avec autres pays	
	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres
	(Pourcentage)					
Exportations						
Consultation et autres services spécialisés	8,0	5,2	0,5	2,3	2,4	81,7
Services reliés au transport	0,6	35,6	1,4	33,2	3,2	26,0
Services d'administration et de gestion	49,6	4,1	12,4	6,6	12,4	14,9
Recherche et développement	86,8	3,0	1,3	0,4	7,7	1,3
Commissions	9,2	45,2	2,5	13,6	3,8	25,9
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	41,2	23,5	5,9	2,0	13,7	15,7
Films et diffusion	12,0	76,0	0,0	8,0	0,0	4,0
Publicité et services de promotion	11,4	54,5	13,6	0,0	22,7	0,0
Assurance	5,8	57,5	5,6	19,5	0,7	10,9
Autres services financiers						
Services informatiques	18,3	67,6	1,4	0,0	1,4	14,1
Location de matériel	0,5	64,3	0,5	2,0	9,5	23,1
Concessions et droits semblables	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de communication	3,8	35,0	0,0	18,1	0,0	43,9
Raffinage et services de transformation	0,0	61,6	0,0	2,7	0,0	35,6
Frais spéciaux et autres frais automobiles	97,5	0,0	1,3	0,0	1,2	0,0
Autres	51,2	20,0	2,3	2,8	17,7	6,0
Total	26,6	27,2	2,2	9,9	4,2	30,1

Importations						
Consultation et autres services spécialisés	23,7	15,8	1,1	1,5	4,1	53,8
Services reliés au transport	1,2	37,4	0,0	36,5	2,5	22,4
Services d'administration et de gestion	78,6	13,1	2,3	3,1	1,9	0,8
Recherche et développement	78,8	10,8	3,8	2,9	3,8	0,0
Commissions	18,9	42,6	1,9	8,9	2,8	25,1
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	71,7	14,5	4,6	3,1	3,5	2,5
Films et diffusion	36,8	50,6	9,8	1,7	0,0	0,6
Publicité et services de promotion	36,2	55,1	1,4	0,0	1,4	5,8
Assurance	10,7	53,7	8,3	16,6	0,1	10,7
Autres services financiers	199,6	31,2	0,0	36,5	0,0	13,1
Services informatiques	72,9	25,7	1,4	0,0	0,0	0,0
Location de matériel	10,3	68,0	0,5	15,0	0,0	6,2
Concessions et droits semblables	28,6	71,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Services de communication	3,6	8,8	0,0	37,6	0,0	49,5
Frais spéciaux et autres frais automobiles	99,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	51,2	12,7	13,1	1,0	9,6	12,5
Total	42,6	28,6	3,6	11,3	2,3	11,5

Source Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue)

Tableau 5

Importations et exportations de services commerciaux par zone géographique et affiliation des sociétés concernées – 1986

	Échanges avec les États-Unis		Échanges avec la CEE		Échanges avec autres pays	
	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres
			(Pourcentage)			
Exportations						
Consultation et autres services spécialisés	6,3	11,2	0,8	3,1	3,8	74,6
Services reliés au transport	0,0	30,5	0,0	40,9	0,0	28,6
Services d'administration et de gestion	55,6	9,3	19,6	0,0	9,8	5,6
Recherche et développement	84,3	5,6	5,4	1,0	1,4	2,6
Commissions	7,6	42,4	4,3	17,5	1,9	26,2
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	26,3	32,5	2,5	8,8	3,8	26,3
Films et diffusion	0,0	92,6	0,0	3,7	0,0	3,7
Publicité et services de promotion	31,7	14,6	24,4	0,0	29,3	0,0
Assurance	25,2	41,3	5,5	16,2	1,2	10,8
Autres services financiers	0,0	30,0	0,0	37,2	0,0	32,8
Services informatiques	7,2	69,1	0,7	0,7	0,0	23,0
Location de matériel	2,1	78,8	2,5	3,4	0,4	12,7
Concessions et droits semblables	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Services de communication	4,6	25,4	0,0	28,9	0,0	41,1
Raffinage et services de transformation	0,0	45,1	0,0	19,5	0,0	35,4
Frais spéciaux et autres frais automobiles	94,3	0,0	4,6	0,1	1,0	0,0
Autres	42,7	15,9	6,5	0,4	24,1	10,8
Total	29,9	26,0	3,7	13,0	2,8	24,7

Importations						
Consultation et autres services spécialisés	31,5	16,7	1,9	5,2	5,2	39,8
Services reliés au transport	0,0	32,1	0,0	40,1	0,0	28,0
Services d'administration et de gestion	87,5	7,9	3,2	0,1	1,2	0,1
Recherche et développement	93,5	3,9	1,5	0,6	0,4	0,0
Commissions	24,1	37,3	3,9	9,7	2,2	23,0
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	69,6	15,5	3,9	4,5	4,4	2,0
Films et diffusion	65,8	25,9	5,7	2,1	0,0	0,5
Publicité et services de promotion	34,0	62,3	0,9	1,9	0,0	1,9
Assurance	23,1	30,8	15,7	18,2	1,8	10,3
Autres services financiers	0,0	25,7	8,3	49,1	0,0	16,8
Services informatiques	64,2	33,0	1,9	0,9	0,0	0,0
Location de matériel	8,6	76,4	1,3	4,0	0,0	9,5
Concessions et droits semblables	42,1	10,5	0,0	44,7	0,0	0,0
Services de communication	0,0	7,4	0,0	36,6	0,0	56,1
Frais spéciaux et autres frais automobiles	99,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	64,1	12,2	10,5	1,4	10,3	1,5
Total	48,8	20,8	4,6	13,1	1,9	10,8

Source Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

Tableau 6

Importations et exportations de services commerciaux par catégorie industrielle et affiliation des sociétés concernées – 1963

	Échanges effectués par les entreprises des secteurs					
	Pétrole et des mines		Fabrication		Services	
	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres
	(Pourcentage)					
Exportations						
Consultation et autres services spécialisés	0,1	3,2	3,0	0,6	7,6	85,4
Services reliés au transport	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	94,8
Services d'administration et de gestion	10,7	0,8	41,3	8,3	22,3	16,5
Recherche et développement	0,4	1,3	33,6	3,4	61,7	0,0
Commissions	0,0	0,0	5,6	2,1	9,8	82,4
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	27,5	7,8	25,5	23,5	7,8	9,8
Films et diffusion	0,0	0,0	0,0	0,0	12,0	88,0
Publicité et services de promotion	0,0	0,0	0,0	36,4	45,5	18,2
Assurance	0,0	0,0	0,9	0,2	11,1	87,7
Autres services financiers						
Services informatiques	0,0	0,0	18,3	0,0	1,4	80,3
Location de matériel	10,1	0,5	0,5	3,0	0,0	85,9
Concessions et droits semblables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Services de communication	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	96,6
Raffinage et services de transformation	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais spéciaux et autres frais automobiles	0,0	0,0	97,3	0,0	2,7	0,0
Autres	3,3	2,3	16,3	11,6	51,6	14,9
Total	1,4	2,8	18,7	2,3	12,8	62,0

Importations						
Consultation et autres services spécialisés	4,5	5,6	12,0	5,3	12,4	60,5
Services reliés au transport	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	96,5
Services d'administration et de gestion	8,4	4,6	57,4	1,1	17,1	11,4
Recherche et développement	22,1	0,8	62,5	0,4	1,7	12,5
Commissions	0,3	2,2	18,1	17,0	5,0	57,4
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	2,4	2,1	67,1	8,6	10,2	9,6
Films et diffusion	0,0	0,0	0,0	0,0	47,1	52,9
Publicité et services de promotion	0,0	2,9	29,0	44,9	8,7	14,5
Assurance	0,7	1,5	1,8	1,2	16,4	78,3
Autres services financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	19,6	80,4
Services informatiques	11,4	0,0	51,4	2,9	11,4	22,9
Location de matériel	6,5	57,7	3,2	2,1	1,2	29,2
Concessions et droits semblables	0,0	0,0	28,6	0,0	0,0	71,4
Services de communication	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6	96,4
Frais spéciaux et autres frais automobiles	0,0	0,0	99,8	0,2	0,0	0,0
Autres	11,5	19,5	11,5	1,6	51,2	4,7
Total	4,2	8,5	30,7	3,7	13,5	39,4

Source: Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

Tableau 7

Importations et exportations de services commerciaux par catégorie industrielle et affiliation des sociétés concernées – 1986

	Échanges effectués par les entreprises des secteurs					
	Pétrole et des mines		Fabrication		Services	
	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres	Affiliées	Autres
	(Pourcentage)					
Exportations						
Consultation et autres services spécialisés	0,1	3,3	2,4	2,5	8,4	83,3
Services reliés au transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Services d'administration et de gestion	12,1	0,0	37,9	9,3	35,0	5,1
Recherche et développement	2,0	0,0	29,4	8,2	59,4	1,0
Commissions	0,0	0,0	3,7	1,3	10,0	85,0
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	1,3	7,5	23,8	21,3	7,5	38,8
Films et diffusion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Publicité et services de promotion	0,0	0,0	12,2	9,8	73,2	7,3
Assurance	0,5	1,1	0,6	0,0	30,8	67,2
Autres services financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Services informatiques	0,0	0,0	2,2	0,0	5,0	92,1
Location de matériel	0,4	0,0	0,8	2,1	3,4	92,8
Concessions et droits semblables	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0
Services de communication	0,0	0,0	0,0	0,0	4,6	95,4
Raffinage et services de transformation	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais spéciaux et autres frais automobiles	0,0	0,0	93,9	0,0	6,0	0,1
Autres	1,7	1,7	14,7	20,3	56,5	5,6
Total	0,8	2,7	18,7	2,9	16,9	58,0

Importations						
Consultation et autres services spécialisés	10,2	6,2	8,3	6,8	19,8	48,8
Services reliés au transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Services d'administration et de gestion	8,0	0,4	67,7	0,7	16,1	7,0
Recherche et développement	10,0	0,1	75,8	0,5	9,8	3,9
Commissions	1,3	1,8	22,1	12,3	6,6	55,7
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	1,5	2,4	64,4	9,0	12,0	10,7
Films et diffusion	0,0	0,0	0,0	0,0	71,5	28,5
Publicité et services de promotion	0,9	0,9	24,5	44,3	9,4	20,8
Assurance	0,5	2,0	2,2	0,9	37,9	56,5
Autres services financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	91,7
Services informatiques	5,7	2,8	31,1	3,8	28,3	26,4
Location de matériel	5,1	34,6	4,0	2,0	0,7	53,3
Concessions et droits semblables	0,0	0,0	7,9	2,6	34,2	52,6
Services de communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Frais spéciaux et autres frais automobiles	0,0	0,0	99,8	0,2	0,0	0,0
Autres	15,8	1,5	10,0	5,8	59,2	7,8
Total	3,8	2,7	35,4	3,3	16,1	38,6

Source : Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

exportations de services commerciaux à des entreprises de fabrication formaient 21 % du total des exportations de services commerciaux en 1983 et 21,6 % en 1986. Cependant, contrairement aux exportations de services commerciaux à d'autres entreprises du secteur des services, celles destinées à des entreprises de fabrication sont presque entièrement réalisées par l'entremise d'établissements affiliés et ne sont pas des échanges sans lien de dépendance. Enfin, les exportations de services aux entreprises du secteur du pétrole et des mines, lesquelles représentent une part relativement négligeable du total, sont des échanges sans lien de dépendance.

Les importations canadiennes de services commerciaux sont également dominées par des entreprises oeuvrant dans le secteur des services de l'économie, mais pas de façon aussi marquée que les exportations. Ainsi, les importations de services commerciaux par les entreprises canadiennes du secteur des services représentaient 52,9 et 54,7 % du total en 1983 et en 1986, respectivement, contre 75 % pour les exportations. Toutefois, à l'instar des exportations, les importations de services commerciaux sont réalisées normalement entre établissements non affiliés, quoique certaines des sous-catégories constituent des exceptions remarquables à cet égard. Les importations de services commerciaux par les entreprises de fabrication sont plus importantes que les exportations, puisqu'elles comptaient pour 34,4 et 38,7 % du total des importations de services commerciaux en 1983 et en 1986 respectivement. De nouveau, ce sont surtout par le biais des échanges entre établissements d'un même groupe que sont effectuées au Canada la plupart des importations de services commerciaux des entreprises de fabrication.

Enfin, les importations de services commerciaux dans le secteur du pétrole et des mines sont plus élevées que les exportations, représentant 12,7 et 6,5 % du total des importations en 1983 et 1986 respectivement.

Échanges de services commerciaux par pays de contrôle

Le tableau 8 montre la répartition des importations et des exportations de services commerciaux selon le pays qui contrôle les entreprises importatrices ou exportatrices. Ainsi, pour l'ensemble des catégories de services commerciaux, les entreprises sous contrôle canadien comptent pour les deux tiers des exportations de services commerciaux, soit 66,5 % en 1983 et 64,7 % en 1986. Les entreprises sous contrôle américain ont réalisé 25 % des exportations canadiennes de services commerciaux, les entreprises contrôlées par des intérêts autres que canadiens ou américains se partageant le reste. Les sous-catégories de services commerciaux affichant des taux relativement élevés d'exportation par des établissements canadiens sous contrôle étranger sont les frais spéciaux et autres frais automobiles, l'assurance, ainsi que la publicité et les services de promotion.

L'un des aspects intéressants de la configuration des importations canadiennes

de services commerciaux est que les entreprises contrôlées par des intérêts canadiens se partagent un pourcentage important, soit 36,7 % en 1983 et 38,5 % en 1986, de nos importations. Autrement dit, alors qu'il est raisonnable en soi que les sociétés contrôlées par des intérêts américains importent un bon nombre des services commerciaux qui leur sont nécessaires – leurs importations à ce chapitre représentant 51,1 % en 1983 et 50,9 % en 1986 – il est plutôt surprenant de constater le peu d'écart existant entre leurs importations et celles des entreprises sous contrôle canadien.

Emplois dans le secteur des services tributaires des exportations

Analyse globale

Le tableau 9 donne une évaluation du nombre d'emplois tributaires des exportations directes de services dans le secteur des services, c'est-à-dire les services exportés par le biais d'un réseau de communications ou du déplacement temporaire des fournisseurs ou des demandeurs. Le nombre d'emplois correspondants est évalué à partir de la part d'extrants de services utilisés et répartis selon les critères des intrants intermédiaires, de la demande d'exportation et de la demande finale, comme l'ont fait Harris et Cox (1988). Ainsi, dans les 15 secteurs de services (colonne 1) répertoriés dans le modèle d'entrées-sorties de 1981 à 88 secteurs de ces chercheurs, les exportations de services de transport aérien représentent 5 % de la demande totale, tandis que l'utilisation intermédiaire et la demande finale comptent respectivement pour 41 et 54 % du total.

Harris et Cox montrent que les exportations pour chacun des 15 secteurs de services du modèle d'entrées-sorties se situaient entre un maximum de 32 %, la proportion du transport ferroviaire, à seulement 0,02 %, pour le secteur de l'alimentation et de l'hébergement. Au total, à partir des données sur l'emploi de 1988 tirées de l'enquête *Emploi, gains et durée du travail*, on voit que les 15 secteurs de services en question regroupaient 6,882 millions d'employés répartis conformément aux données de la colonne 2 du tableau 9. Ce tableau ne donne aucune donnée relative à l'administration publique et à la défense à cause du peu de transactions réalisées par ces secteurs sur le marché. La méthodologie des entrées-sorties mesure simplement la production de ces secteurs en fonction de leurs intrants, et ne tient aucun compte de la façon dont les extrants sont utilisés.

Si l'on présume que les emplois tributaires des exportations dans les 15 secteurs de services sont directement proportionnels, dans chaque cas, à la part des exportations dans la demande totale établie par Harris et Cox, on observe que près de 250 000 emplois du secteur des services sont reliés directement aux exportations. Ce chiffre représente seulement 3,6 % des 6,882 millions d'emplois que comptait le secteur des services en 1988. Il est donc permis de conclure que le nom-

Tableau 8

Importations et exportations de services commerciaux par pays de contrôle des sociétés concernées – 1983 et 1986

	Échanges par les entreprises sous contrôle					
	Canada		États-Unis		Autres pays	
	1983	1986	1983	1986	1983	1986
	(Pourcentage)					
Exportations						
Consultation et autres services spécialisés	86,1	89,7	7,9	7,6	6,2	2,7
Services reliés au transport	93,2	93,6	6,6	6,4	0,0	0,0
Services d'administration et de gestion	78,5	67,8	16,5	22,4	5,0	9,3
Recherche et développement	64,7	62,6	34,5	32,4	0,9	5,0
Commissions	87,0	85,4	7,3	6,7	5,6	7,8
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	39,2	57,5	43,1	32,5	17,6	8,8
Films et diffusion	88,0	100,0	12,0	0,0	0,0	0,0
Publicité et services de promotion	54,5	34,1	2,3	4,9	45,5	63,4
Assurance	43,4	31,0	31,1	39,3	25,5	29,7
Autres services financiers		100,0		0,0		0,0
Services informatiques	81,7	97,1	16,9	1,4	1,4	1,4
Location de matériel	86,4	95,8	13,6	3,8	0,0	0,4
Concessions et droits semblables	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0
Services de communication	93,7	92,9	6,8	7,1	0,0	0,0
Raffinage et services de transformation	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Frais spéciaux et autres frais automobiles	0,0	0,0	97,3	93,9	2,7	6,3
Autres	28,4	13,4	24,7	28,0	47,0	58,6
Total	66,5	64,7	25,0	25,8	8,5	9,5

Importations						
Consultation et autres services spécialisés	61,7	63,0	24,8	30,6	13,5	6,5
Services reliés au transport	96,0	97,5	2,5	2,5	1,2	0,0
Services d'administration et de gestion	5,4	4,0	89,1	89,7	5,4	6,3
Recherche et développement	1,3	10,1	87,1	84,2	11,7	5,7
Commissions	77,7	75,0	15,0	14,7	7,5	10,5
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	10,4	11,8	80,1	77,5	9,4	10,7
Films et diffusion	31,6	29,0	68,4	71,0	0,0	0,0
Publicité et services de promotion	31,9	46,2	52,2	28,3	15,9	25,5
Assurance	32,4	22,0	47,5	51,5	20,1	26,6
Autres services financiers	80,4	91,7	19,6	8,3	0,0	0,0
Services informatiques	30,0	27,4	67,1	67,0	1,4	5,7
Location de matériel	49,6	65,2	37,9	33,0	12,6	1,5
Concessions et droits semblables	57,1	34,2	42,9	63,2	0,0	0,0
Services de communication	96,4	100,0	3,6	0,0	0,0	0,0
Frais spéciaux et autres frais automobiles	0,0	0,0	97,1	99,2	2,9	0,8
Autres	14,5	25,9	27,7	15,6	58,0	58,5
Total	36,7	38,5	51,1	50,9	12,2	10,6

Source Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

Tableau 9

Estimation des emplois tributaires des exportations dans le secteur des services

	Exportations par rapport à demande totale	Total des emplois en 1988	Emplois tributaires des exportations
	(Ratio)	(Nombre de personnes)	
Transport aérien	0,05014	59 530	2 985
Transport ferroviaire	0,31903	76 742	24 483
Transport par camion	0,21179	115 233	24 405
Autre transport et entreposage	0,20275	209 341	42 444
Services de communication	0,02175	224 914	4 892
Électricité	0,11775	87 545	10 308
Autres services publics	0,00945	122 189	1 155
Commerce de gros	0,11795	549 811	64 850
Commerce de détail	0,00291	1 289 821	3 753
Finances, assurances et immobilier	0,01093	643 295	7 031
Santé et éducation	0,00848	1 807 755	15 329
Divertissements et loisirs	0,00207	153 724	318
Services commerciaux	0,08683	522 657	45 382
Alimentation et hébergement	0,00015	679 805	102
Services personnels et services divers	0,00666	339 947	2 264
Total		6 882 309	249 701

SOURCE Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail*, Harris et Cox [1988].

bre d'emplois canadiens tributaires des exportations du secteur des services est relativement peu important.

La main-d'oeuvre employée dans le secteur des services et qui est incorporée dans des produits manufacturés ne participant au commerce international que par le biais de la balance commerciale est numériquement beaucoup plus importante que celle qui participe aux exportations directes de services. Il a été mentionné précédemment que les intrants en services représentent quelque 22 cents de chaque dollar de marchandise exportée. Malheureusement, on ne peut calculer les incidences que cette observation a sur l'emploi qu'en apportant des modifications au modèle d'entrées-sorties de Harris et Cox.

Une deuxième approche axée sur l'emploi dans le secteur des services

Récemment, Statistique Canada a produit des tableaux statistiques contenant les moyennes annuelles des emplois dans les entreprises engagées dans le commerce international des services commerciaux. La méthode employée consistait d'abord à déterminer les entreprises ayant déclaré des recettes ou des paiements internationaux dans une des catégories de services commerciaux, puis relier ces entreprises à une base de données regroupant les entreprises ayant un personnel salarié[12]. Ainsi, dans les cas où il a été possible d'établir ce lien, Statistique Canada a produit pour la période 1983 à 1986 des estimations des recettes et des paiements internationaux ainsi que de la moyenne des emplois annuels. Ces données sont ventilées selon le pays de contrôle et la catégorie de secteur à laquelle appartenaient les entreprises concernées.

Plusieurs précisions s'imposent au sujet de ces données. Premièrement, les chiffres de la moyenne des emplois annuels représentent le nombre total d'emplois de l'entreprise qui a déclaré des transactions internationales de services commerciaux, et non pas les emplois reliés directement au service importé ou exporté. Deuxièmement, les données de l'emploi indiquées peuvent toucher à la fois à la production de marchandises et aux services, puisqu'une entreprise classée parmi les fabricants de biens peut également déclarer des transactions internationales de services et, par conséquent, être comprise dans la base de données susmentionnée. Troisièmement, les séries chronologiques peuvent donner lieu à certains malentendus étant donné que les entreprises ne font partie de la banque de données reliée que pour les années pour lesquelles elles ont déclaré des transactions internationales. Par conséquent, un important employeur du secteur des services dont les ventes internationales ne seraient que périodiques pourrait provoquer, d'une année à l'autre, des variations assez importantes de totaux. Enfin, comme une entreprise donnée peut être représentée dans plus d'une catégorie, les totaux indiqués aux tableaux ne correspondent pas à la somme des moyennes annuelles d'emploi. En effet, ces totaux ne tiennent compte qu'une seule fois des emplois de chaque entreprise, peu importe le nombre de catégories dans lesquelles elle paraît.

Le tableau 10 présente les estimations que Statistique Canada a faites de la moyenne annuelle des emplois dans les sous-catégories de services commerciaux échangés directement. Ces données doivent être interprétées avec soin, étant donné qu'elles correspondent à la moyenne des emplois annuels des entreprises qui ont déclaré des exportations ou des importations de services commerciaux, et non pas aux emplois reliés directement aux échanges de services commerciaux. Ainsi, en 1986, les entreprises qui ont déclaré des exportations de services commerciaux ont fait état d'une moyenne annuelle de 760,7 mille emplois, tandis que les entreprises canadiennes qui ont importé des services commerciaux en ont déclaré 1 481,3 mille. Les diverses sous-catégories de services commerciaux sont interprétées de façon identique. Par conséquent, en 1986, les entreprises qui ont

Tableau 10

Estimation du nombre d'emplois tributaires des importations et des exportations de services aux entreprises, Canada, 1983-1986

	1983	1984	1985	1986
			(Milliers)	
Exportations				
Consultation et autres services spécialisés	144,4	134,1	169,1	195,9
Services reliés au transport	–	–	–	–
Services d'administration et de gestion	122,7	96,3	272,0	315,0
Recherche et développement	91,7	90,9	159,1	98,1
Commissions	89,2	89,3	101,1	168,6
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	136,4	136,4	198,6	206,3
Films et diffusion	x	x	x	–
Publicité et services de promotion	10,2	30,3	80,6	32,3
Assurance	7,5	9,1	108,0	89,5
Autres services financiers	..	..	..	–
Services informatiques	27,3	22,8	193,5	41,9
Location de matériel	22,3	23,2	54,8	24,5
Concessions et droits semblables	x	x	x	x
Services de communication	110,1	115,0	145,2	88,1
Raffinage et services de transformation	x	x	x	x
Frais spéciaux et autres frais automobiles	66,0	77,6	66,6	65,4
Autres	109,5	103,2	131,5	141,1
Total	649,7	671,1	802,4	760,7

Importations				
Consultation et autres services spécialisés	489,1	390,6	495,7	445,7
Services reliés au transport	x	x	x	–
Services d'administration et de gestion	661,8	699,3	596,1	559,2
Recherche et développement	179,6	198,9	320,2	227,4
Commissions	180,0	236,5	351,1	323,9
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	763,9	836,0	898,0	810,5
Films et diffusion	3,7	4,1	1,4	1,5
Publicité et services de promotion	246,2	267,0	342,5	342,9
Assurance	257,3	274,9	256,6	275,8
Autres services financiers	2,7	x	x	x
Services informatiques	254,4	265,4	319,5	330,7
Location de matériel	260,3	230,8	271,7	285,3
Concessions et droits semblables	17,9	9,0	38,9	29,4
Services de communication	103,5	92,4	x	x
Frais spéciaux et autres frais automobiles	x	77,7	x	x
Autres	218,2	224,9	218,9	264,6
Total	1 453,1	1 410,2	1 486,8	1 481,3

Source : Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

déclaré des exportations de services de consultation et autres services spécialisés ont fait état d'une moyenne annuelle totale de 195,9 mille emplois, tandis que les entreprises qui ont importé des services de consultation et d'autres services spécialisés en comptaient 445,7 mille.

Il est difficile de déterminer comment utiliser cette information dans une analyse de l'emploi. D'abord, le nombre d'emplois réels dans les entreprises de services commerciaux qui exportent une partie de leur production ne constitue pas une mesure exacte de leur contribution aux exportations. Par exemple, en 1986, l'enquête *Emploi, gains et durée du travail* a fait état d'un total de 435,1 mille emplois dans la catégorie des services commerciaux, nombre sensiblement moins élevé que l'effectif de 760,7 mille employés des entreprises qui ont exporté une faible quantité de services commerciaux. Ensuite, le classement des exportations de services commerciaux en fonction du nombre d'employés à temps plein ne procure pas un tableau fidèle de leur importance relative, à cause des écarts existant dans la taille des entreprises qui ont déclaré des exportations dans l'une des 17 catégories de services d'exportation. Ainsi, le nombre d'employés oeuvrant dans les entreprises ayant déclaré des exportations dans la catégorie «redevances, brevets d'auteurs et marques déposées» (206,3 mille) est à peu près le même que celui de la catégorie «consultation et autres services spécialisés» (195,9 mille). Toutefois, cela reflète les caractéristiques des entreprises reliées à la banque de données et non pas le nombre relatif d'emplois tributaires des exportations. Par conséquent, en raison de l'utilité douteuse qu'ont ces données dans le cadre de la présente monographie, ces données n'ont pas été analysées plus en profondeur.

Quelques données financières choisies relatives aux entreprises canadiennes effectuant des transactions de services

À l'aide d'une méthodologie semblable à celle décrite à la partie 5.2, qui traite de l'emploi dans les services commerciaux, Statistique Canada a produit récemment une série de tableaux présentant diverses données financières sur les entreprises engagées dans le commerce international de services commerciaux. Cependant, comme dans le cas des données de l'emploi, plusieurs points importants doivent être précisés au sujet de ces données. D'une part, les entreprises qui ont déclaré des recettes ou paiements internationaux dans une catégorie de services commerciaux ont été reliées au microfichier regroupant leurs données financières, soit les ventes, l'actif, les bénéfices, les capitaux propres et les revenus imposables. Ainsi, du moment où une entreprise a fait état d'un montant positif au chapitre du commerce international, tous les renseignements portant sur ses ventes, son actif, ses bénéfices et ses capitaux propres ont été inclus dans la banque de données. De plus, dans quelques cas, «l'entreprise» identifiée était en réalité un établissement rattaché à un groupe, de sorte que les données financières (et les données de l'emploi) qui ont été «appariées» avec cette entreprise provenaient de sociétés qui auraient été regroupées au niveau des entreprises appartenant à l'organisation. Alors

qu'il eut été souhaitable d'isoler, par exemple, les bénéfices attribuables aux transactions internationales, la nature même du processus de liaison éliminait toute possibilité du genre, comme il a été expliqué pour les données de l'emploi. D'autre part, les données ainsi produites portent sur des entreprises constituant un sous-ensemble de toutes les entreprises visées dans *Les transactions internationales de services du Canada* (nº 67-203 au catalogue). Il faut aussi préciser que les entreprises dont les données financières ont été recueillies ne sont pas représentatives de la totalité des activités internationales de services, puisque celles qui peuvent être reliées au microfichier des données financières sont concentrées dans certains secteurs d'activité. Enfin, à l'heure actuelle, les données disponibles ne visent qu'une seule année (1986).

Malgré les limites évidentes de cet ensemble de données, il comporte tout de même une bonne somme de renseignements financiers sur les entreprises qui participent au commerce international des services commerciaux, à titre d'importateur ou d'exportateur de services. Compte tenu du sujet de la présente monographie, et comme il est nécessaire de faire un choix parmi la grande quantité de tableaux qu'il est possible de produire, seulement deux questions seront analysées à l'aide de ces données. La première a trait à l'importance relative des transactions internationales des entreprises de services (orientation en matière d'exportation), la seconde, à l'importance des investissements directs en tant que mécanisme d'accès au commerce international.

Orientation des entreprises de services commerciaux en matière d'exportation

Le tableau 11 présente les ventes totales réalisées sur les marchés intérieurs et internationaux par les entreprises canadiennes qui ont déclaré des recettes internationales dans une catégorie de services commerciaux, et qui ont pu être reliées aux données financières correspondantes[13]. Par exemple, le volume des exportations de 683 millions de $ dans le domaine de la consultation et des autres services professionnels se compose des revenus d'exportation des entreprises canadiennes appartenant à divers secteurs. Plus précisément, le tableau 11 montre que le total correspond aux recettes de services commerciaux d'entreprises oeuvrant dans les secteurs suivants :

- secteur primaire
- mines, carrières et puits de pétrole
- fabrication
- construction
- transports et communications
- commerce de gros
- commerce de détail
- finances, assurance et immobilier

Tableau 11

Recettes internationales et totales des sociétés de services aux entreprises déclarant des recettes internationales, Canada, 1986

	Valeur de l'activité internationale	Valeur de l'activité totale	Activité internatioanale en pourcentage de l'activité totale
	(Millions de dollars)		
Exportations			
Consultation et autres services spécialisés	683	21 552	3,17
Services reliés au transport	0	0	0,00
Services d'administration et de gestion	199	53 307	0,37
Recherche et développement	503	22 440	2,24
Commissions	123	33 556	0,37
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	67	27 542	0,24
Films et diffusion	0	0	0,00
Publicité et services de promotion	25	16 842	0,15
Assurance	207	12 295	1,68
Autres services financiers	0	0	0,00
Services informatiques	15	7 269	0,21
Location de matériel	61	4 251	1,43
Concessions et droits semblables	1	149	0,67
Services de communication	368	1 859	19,80
Raffinage et services de transformation	x	x	x
Frais spéciaux et autres frais automobiles	x	x	x
Autres	96	29 609	0,32
Total	2 592	128 950	2,01

Importations			
Consultation et autres services spécialisés	272	91 732	0,30
Services reliés au transport	0	0	0,00
Services d'administration et de gestion	871	111 297	0,78
Recherche et développement	888	68 555	1,30
Commissions	272	62 417	0,44
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	1 028	148 219	0,69
Films et diffusion	151	354	42,66
Publicité et services de promotion	105	65 088	0,16
Assurance	437	49 186	0,89
Autres services financiers	x	x	x
Services informatiques	86	56 229	0,15
Location de matériel	80	71 289	0,11
Concessions et droits semblables	18	3 543	0,51
Services de communication	x	x	x
Frais spéciaux et autres frais automobiles	879	31 799	2,76
Autres	229	47 579	0,48
Total	5 760	239 431	2,41

Source : Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

- services collectifs, commerciaux et personnels
- administration publique

TOTAL

De toute évidence, la majeure partie des recettes d'exportation de services de consultation et d'autres services professionnels sont encaissées par les entreprises qui font partie du secteur des services collectifs, commerciaux et personnels, c'est-à-dire, les « véritables » entreprises de consultation qui vendent leurs services pour leur propre bénéfice, et non pas des divisions d'entreprises de fabrication ou de construction. Une partie des services de gestion exportés l'est à ce titre seulement et compte pour 58 millions de $ ou 29 % du total. Une autre partie de ces exportations est réalisée par des entreprises oeuvrant dans d'autres secteurs de l'économie, principalement dans la fabrication et les finances, l'assurance et l'immobilier. Les services relatifs à la recherche et au développement sont exportés surtout par des entreprises de fabrication (311 millions de $ ou 62 % du total), les exportations touchant uniquement la recherche et le développement représentant 188 millions de $ ou 37 % du total. Les entreprises qui tirent des revenus de commissions sur les exportations sont celles des secteurs des finances, de l'assurance et de l'immobilier (41 % du total), de la fabrication (23 % du total) et du commerce de gros (21 %). Ce sont en très grande partie des entreprises manufacturières qui reçoivent des revenus à titre de redevances et d'exportation de publicité et de services de promotion. Près de la totalité des revenus d'exportation de services d'assurance vont à des entreprises spécialisées uniquement dans l'assurance. Les ventes à l'exportation relatives à la location de matériel sont effectuées presque entièrement par des entreprises du secteur des transports et des communications. Finalement, les services de communication sont exportés par les entreprises du secteur des transports et des communications ou par celles du groupe services collectifs, commerciaux et personnels. Afin de mesurer l'orientation en matière d'exportation des entreprises qui ont déclaré des recettes internationales au titre des exportations de services commerciaux, le tableau 11 présente les revenus d'exportation de services commerciaux en pourcentage des revenus globaux de *toutes* les entreprises qui ont enregistré des revenus d'exportation de services commerciaux. Par exemple, lorsqu'on compare l'ensemble des recettes d'exportation de la catégorie «consultation et autres services spécialisés» aux ventes totales de toutes les entreprises qui ont déclaré des exportations de services de consultation et d'autres services spécialisés – sans considération du secteur d'activité – on se rend compte que les ventes à l'exportation représentent fort peu, soit 3,17 % des ventes totales. De façon globale, le tableau 11 montre que, pour les entreprises reliées à la banque de données financières, les recettes d'exportation au titre de services commerciaux ne constituent que 2 % des ventes totales pour les 17 catégories de services commerciaux exportés.

Le tableau 13 fournit une mesure plus précise de l'orientation des entreprises en matière d'exportation, car il donne seulement les recettes d'exportation et les recettes globales des entreprises spécialisées qui n'exportent que des services

commerciaux, négligeant celles dont cette activité est subordonnée à une autre. Bien entendu, les exportations de services commerciaux tels que les commissions, les services d'administration et de gestion, les redevances et les droits de concessions ne sont pas réalisées par des entreprises s'adonnant exclusivement à ces activités et ont donc été éliminées de la banque de données. Dans l'ensemble, les recettes d'exportation de services commerciaux représentent en moyenne 12,8 % de l'ensemble des recettes des entreprises qui oeuvrent uniquement dans le domaine des services commerciaux. Les entreprises des secteurs de l'assurance et des communications sont particulièrement «orientées» vers l'exportation, puisque 36,7 et 19,8 %, respectivement, de l'ensemble de leurs recettes proviennent des ventes à l'exportation.

En ce qui a trait aux importations de services commerciaux, le tableau 11 fait état, pour les entreprises canadiennes qui ont pu être reliées à leurs données financières, d'importations de services commerciaux d'une valeur totale de 5 760 milliards de $ en 1986[14]. Le tableau 12 présente la ventilation des importations de services commerciaux selon la catégorie industrielle à laquelle appartiennent les entreprises importatrices. De façon générale, les entreprises manufacturières dominent dans la plupart des services commerciaux importés, à l'exception remarquable des services d'assurance, qui sont importés surtout par les entreprises du groupe des services collectifs, commerciaux et personnels.

Importance de l'investissement direct étranger

Il a été démontré à la partie 2.2 que la production et la consommation de services commerciaux peuvent être «mondialisées» par le biais de l'investissement direct par des entreprises de services commerciaux, ou par l'importation ou l'exportation directe de services. Le tableau 14 montre que l'ensemble des entreprises canadiennes qui ont déclaré des exportations de services commerciaux en 1986 et qui ont pu être reliées à leur microfichier sur l'investissement direct ont exporté des services commerciaux d'une valeur de 1,122 milliard de $ en 1986. Ces mêmes entreprises ont déclaré des investissements directs aux États-Unis et dans d'autres pays étrangers pour un total de 16,631 milliards de $ et de 8,971 milliards de $, respectivement. Ces données sont difficiles à interpréter, car, comme l'indique le tableau 12, un bon nombre d'entreprises canadiennes de divers secteurs exportent une ou plusieurs catégories de services commerciaux. Pour cette raison, le total de leurs investissements directs étrangers a été saisi dans la banque de données et reporté au tableau 14. Conformément à la méthode employée dans le cas du tableau 13, on peut obtenir des renseignements plus précis pour certaines des catégories de services commerciaux en cernant les exportations portant uniquement sur des services commerciaux, c'est-à-dire les services de consultation et autres services spécialisés exportés par les entreprises faisant partie uniquement du groupe services collectifs, commerciaux et personnels. Après que l'on a réalisé cet exercice pour chacune des catégories de services commerciaux qui s'y prêtaient, il ne reste

Tableau 12

Répartition des importations et des exportations de services aux entreprises selon le type de sociétés contractantes, Canada, 1966

	Secteur primaire	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication	Construction	Transports et communications	Commerce de gros	Commerce de détail	Finances, assurances et services immobiliers	Services communautaires, personnels et services aux entreprises	Administration publique	Total
					(Millions de dollars)						
Exportations											
Consultation et autres services spécialisés	0	1	3	19	16	5	0	21	618	0	683
Services reliés au transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services d'administration et de gestion	x	11	54	3	15	8	x	46	58	x	199
Recherche et développement	0	x	311	0	x	2	0	1	188	0	503
Commissions	0	x	28	0	10	26	0	50	x	0	123
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	0	1	58	0	x	0	x	0	6	0	67
Films et diffusion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Publicité et services de promotion	0	0	14	0	0	8	x	0	x	0	25
Assurance	0	3	3	0	5	8	0	189	0	0	207
Autres services financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services informatiques	0	x	6	0	2	1	0	x	5	0	15
Location de matériel	0	x	x	x	50	x	0	x	2	0	61
Concessions et droits semblables	0	0	0	0	x	x	x	0	x	0	1
Services de communication	0	0	0	0	265	0	0	0	103	0	368
Raffinage et services de transformation	0	x	0	0	0	0	0	0	0	0	x

Frais spéciaux et autres frais automobiles	0	0	x	0	0	x	0	0	0	0	x
Autres	0	x	21	x	12	8	0	1	50	0	96
Total	x	108	610	27	376	117	3	308	1 041	x	2 592
Importations											
Consultation et autres services spécialisés	0	13	47	19	5	5	1	14	155	x	272
Services reliés au transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services d'administration et de gestion	x	62	627	5	20	53	19	45	40	0	871
Recherche et développement	x	68	790	x	0	7	0	x	20	0	888
Commissions	x	11	188	x	2	29	2	37	2	0	272
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	0	10	612	x	15	77	12	11	289	0	1 026
Films et diffusion	0	0	0	0	x	x	x	0	128	0	151
Publicité et services de promotion	x	x	63	x	1	28	0	3	9	0	105
Assurance	0	15	35	1	22	7	0	355	2	0	437
Autres services financiers	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0	x
Services informatiques	x	7	36	x	8	20	2	6	6	0	86
Location de matériel	0	18	29	7	16	2	0	0	7	0	80
Concessions et droits semblables	0	x	2	0	x	x	x	x	6	0	18
Services de communication	0	0	0	0	x	0	0	0	0	0	x
Frais spéciaux et autres frais automobiles	0	0	879	0	0	0	0	0	0	0	879
Autres	x	71	85	3	30	21	x	6	22	0	229
Total	5	276	3 393	36	501	254	62	533	685	x	5 760

Source D'après des données inédites de Statistique Canada.

Tableau 13

Recettes internationales et totales gagnées par les sociétés de services aux entreprises, Canada, 1986

	Valeur de l'activité internationale	Valeur de l'activité totale	Activité internationale en pourcentage de l'activité totale
	(Millions de dollars)		
Exportations			
Consultation et autres services spécialisés	618	3 907	15,82
Services reliés au transport	0	0	0,00
Services d'administration et de gestion	...	...	...
Recherche et développement	188	3 841	4,89
Commissions	...	...	...
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	...	...	...
Films et diffusion	0	0	0,00
Publicité et services de promotion	x	x	x
Assurance	189	515	36,70
Autres services financiers	0	0	0,00
Services informatiques	5	69	7,25
Location de matériel	50	927	5,39
Concessions et droits semblables	...	...	...
Services de communication	368	1 859	19,80
Raffinage et services de transformation	x	x	x
Frais spéciaux et autres frais automobiles	x	x	x
Autres	...	...	...
Total	1 418	11 118	12,75

Source : D'après des données inédites de Statistique Canada.

suffisamment de données à publier que pour les catégories de la consultation et de l'assurance.

Malheureusement, compte tenu de l'insuffisance de données, peu de conclusions peuvent être tirées des moyens utilisés par les différentes industries pour accéder au commerce international. Les entreprises de la catégorie «consultation et autres services spécialisés» qui ont pu être reliées à la banque de données et qui n'offrent probablement que des services de consultation, c'est-à-dire celles qui ne sont pas des divisions d'une entreprise manufacturière, ont exporté des services d'une valeur globale de 523 millions de $ en 1986 et déclaré des investissements directs de 129 millions de $ aux États-Unis et de 68 millions de $ dans d'autres pays. Par comparaison, les entreprises d'assurance reliées à la banque de données ont déclaré des exportations totales de 80 millions de $ en 1986, mais des investissements directs de 673 millions de $ aux États-Unis et de 380 millions de $ dans d'autres pays du monde. On peut donc avancer – et peut-être est-ce la seule conclusion que l'on peut tirer de ces données – que la mondialisation de l'assurance exige des investissements directs beaucoup plus considérables que la consultation et les autres services professionnels.

Résumé et conclusions relatives aux nouvelles politiques

La négligence manifestée, au double point de vue conceptuel et empirique, à l'égard de la dimension internationale des transactions du secteur des services s'est estompée en septembre 1986, lorsque les ministres du Commerce de 74 pays ont convenu de lancer l'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales sur les biens et services. Cette importante décision d'entreprendre des négociations sur le commerce des services a donné lieu à des discussions ardues sur des questions complexes et, enfin, au plan des procédures, à un compromis délicat entre, d'une part, les intérêts des États-Unis et de la Communauté européenne et, d'autre part, ceux de l'Inde, du Brésil et d'autres pays en développement. Par conséquent, les négociations sur les services se déroulent en dehors du cadre habituel de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) utilisé normalement dans le passé pour négocier les questions ayant trait au commerce des marchandises.

Depuis qu'a été prise la décision d'engager des négociations, en 1988, les États-Unis ont joué un rôle de premier plan, présentant une «proposition relative aux services» aux ministres du GATT en octobre 1988 et, en octobre 1989, l'ébauche d'un Accord général sur le commerce des services (GATS). Ce document des États-Unis est le premier qui ait été rédigé en langage juridique et qui définisse les objectifs, l'envergure, les règles, les exceptions et les mécanismes d'exécution d'un accord englobant plus de 100 secteurs de services (Economist, 1989). À cet égard, le Canada a également joué un rôle considérable sur plusieurs fronts.

Tableau 14

Recettes, déboursés et investissement étranger direct des sociétés importatrices et exportatrices de services aux entreprises, Canada, 1986

	Valeur de l'activité internationale	Investissement direct	
		Aux États-Unis	Dans d'autres pays étrangers
		(Millions de dollars)	
Exportations			
Consultation et autres services spécialisés	547	2 746	2 040
Services reliés au transport	0	0	0
Services d'administration et de gestion	144	7 371	6 331
Recherche et développement	42	378	401
Commissions	35	6 511	2 462
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	33	7 417	2 873
Films et diffusion	0	0	0
Publicité et services de promotion	9	139	391
Assurance	89	1 452	457
Autres services financiers	0	0	0
Services informatiques	5	1 003	156
Location de matériel	23	3	18
Concessions et droits semblables	x	x	x
Services de communication	x	x	x
Raffinage et services de transformation	x	x	x
Frais spéciaux et autres frais automobiles	x	x	x
Autres	24	959	174
Total	1 122	16 631	8 971

Importations			
Consultation et autres services spécialisés	182	4 395	3 073
Services reliés au transport	0	0	0
Services d'administration et de gestion	202	4 683	6 611
Recherche et développement	632	3 483	5 456
Commissions	117	9 230	6 005
Redevances, brevets d'auteurs et marques déposées	167	10 040	7 559
Films et diffusion	x	x	x
Publicité et services de promotion	19	6 258	4 109
Assurance	67	7 155	2 949
Autres services financiers	0	0	0
Services informatiques	12	2 462	2 508
Location de matériel	34	1 491	924
Concessions et droits semblables	5	314	308
Services de communication	0	0	0
Frais spéciaux et autres frais automobiles	x	x	x
Autres	136	2 252	2 284
Total	2 022	16 302	10 780

Source : Statistique Canada (n° 67-203 au catalogue).

Ainsi, en préparation de l'échange d'informations sur les services commencé en vertu du Programme de travail du GATT de 1982, le Canada a créé un groupe de travail interministériel sur les échanges de services, lequel était chapeauté par le secteur du commerce extérieur du ministère de l'Industrie et du Commerce (d'alors). Depuis 1986, quantité de recherches sur le secteur intérieur et international des services ont été coordonnées par le Programme d'études sur les industries de services du Ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie.

Pour diverses raisons, de nombreux pays tiennent maintenant compte des échanges internationaux de services dans la formulation de leurs politiques. Cependant, l'expansion rapide des industries de services intérieurs sur le plan de l'emploi et de la production, ainsi que les initiatives de dé réglementation et le progrès technologiques dans les communications ont amené la plupart des grands pays commerciaux à prendre conscience du fait que les «produits» des industries de services sont désormais exportés ou exportables.

Le fait par les institutions d'un pays de méconnaître l'évolution rapide du commerce international peut coûter fort cher. Le tableau 1 montre que les exportations de services représentent 25 % des exportations totales des principaux pays de l'OCDE. Cependant, le même ensemble de données peut être utilisé pour démontrer que, durant la période 1974-1984, les échanges du secteur des services ont progressé à un rythme plus rapide que les échanges de marchandises, et cela pour la plupart des principaux pays de l'OCDE. (*Australian Bureau of Industry Economics*, 1988, p. 54). Par conséquent, si la croissance des échanges du secteur des services connaît dans un proche avenir une poussée semblable à celle qui a eu lieu dans le commerce des marchandises après la signature de l'accord du GATT en 1947, les répercussions seront très importantes sur les balances de paiements et l'emploi dans les divers pays.

La comparaison des exportations canadiennes du secteur des services aux exportations de marchandises montre que l'importance relative des premières varie selon qu'on utilise une définition étroite ou large des échanges de services. Les «produits» du secteur des services accèdent au commerce international selon quatre mécanismes fondamentaux, dont trois s'appliquent aux exportations directes de services et le quatrième, aux échanges indirects de services. Les exportations de services, qui, selon la définition étroite des services, franchissent les frontières nationales par l'entremise d'un réseau de communication ou par suite du déplacement temporaire des demandeurs ou des fournisseurs, se sont chiffrées à 18,1 milliards de $ en 1987. Ce total représente 14,4 % de la valeur des échanges de marchandises réalisés cette même année et est beaucoup moins élevé que les 21 % atteints au début des années 60. Abstraction faite des oscillations de courte durée qui ponctuent la courbe, orientée à la baisse, de ces données, celles-ci montrent que le recul de l'importance relative des exportations de services par rapport aux exportations de marchandises a été plutôt constante de 1961 à 1987. Avec une définition plus large des exportations de services, il est nécessaire d'évaluer la

proportion de services incluse dans des biens matériels et qui sont exportés indirectement et comptabilisés au poste «marchandises» de la balance des paiements. Évaluées à l'aide d'une méthodologie d'entrées-sorties, les exportations indirectes de services ont été établies, pour 1987, à plus du double des exportations directes de services, c'est-à-dire 27,7 milliards de $. Conformément à cette définition plus large, les exportations du secteur des services représentent ainsi 36 % de la valeur des échanges de marchandises en 1987. Tant la définition étroite que la définition large ne tiennent pas compte des exportations de services bancaires, dont la valeur ne peut pas être établie avec suffisamment de précision.

Les données agrégées obtenues à l'aide de la définition large ou étroite tendent à masquer plusieurs faits importants pour la nouvelle politique du Canada en matière d'échange de services. Ainsi, afin de brosser un tableau chronologique plus juste des exportations directes de services par le Canada, il faut exclure les échanges de marchandises régis par le Pacte de l'automobile canado-américain. Cela permet de constater que les exportations de services exprimées en pourcentage des exportations de marchandises non régies par le Pacte de l'automobile accusent un repli graduel jusqu'en 1980, mais, ce qui est plus important, c'est qu'elles montrent un fort redressement de 1980 à 1987. L'augmentation de l'importance relative des exportations de services à compter de 1980 s'explique par le dynamisme des voyages et, surtout, des services commerciaux, tous deux affichant une tendance constante à la hausse qui a plus que compensé le recul dans les transports. Les services commerciaux les plus importants sur le plan des recettes d'exportation réalisables – à cause de leur taille absolue et de leur taux de croissance – sont les services de communication, la consultation et les autres services spécialisés, l'assurance ainsi que la recherche et le développement.

Comparé aux 16 principaux pays de l'OCDE, le Canada présente un dossier plutôt négatif en ce qui a trait aux exportations directes de services. Ainsi, depuis 1961, le Canada a connu un déficit global croissant et soutenu dans ce domaine, en raison principalement des déficits aux postes des services commerciaux et des voyages. En 1987, le déficit de 7,1 milliards de $ découlant des transactions internationales du secteur des services a considérablement réduit l'excédent de 10,3 milliards de $ réalisé au poste des marchandises. De plus, le Canada compte parmi les six seuls pays de l'OCDE à avoir un déficit au poste des transactions du secteur des services et, en 1984, il venait, par l'ampleur de son déficit, au troisième rang des principaux pays de l'OCDE, après le Japon et l'Allemagne. Au chapitre de la propension à exporter des services, c'est-à-dire la proportion des exportations de services par rapport aux exportations totales, le Canada arrive au dernier rang des principaux pays de l'OCDE. En ce qui a trait à l'emploi dans les industries de services, il est permis de conclure qu'un nombre relativement faible d'emplois canadiens sont directement tributaires des exportations de services; en 1988, ces emplois étaient estimés à 250 000 dans le secteur des services, soit 3,6 % de l'ensemble des emplois de ce secteur. Il ne fait pas de doute que le nombre d'emplois dans le secteur des services qui sont sensibles aux exportations – en ce

sens qu'il dépendent des exportations qui, elles, sont comptabilisées dans la balance commerciale – sont beaucoup plus élevés. Toutefois, leur nombre ne peut être évalué avec exactitude si l'on n'a pas accès à des renseignements détaillés sur leurs intrants et extrants. À l'heure actuelle, l'importance du secteur des services dans la production intérieure et l'emploi est beaucoup plus évidente qu'elle ne l'est sur le plan du commerce international, mais les initiatives de déréglementation des années 80 et les progrès technologiques soutenus dans le domaine des communications peuvent donner lieu à une croissance considérable du volume de nombreux services échangés et des possibilités d'emploi qui y sont liées.

Compte tenu de la structure actuelle des exportations et des importations canadiennes, et en particulier de la propension relativement faible à exporter du secteur des services du Canada par rapport aux autres principaux pays de l'OCDE, il y a lieu de croire que la mondialisation croissante de l'activité économique est de bonne augure pour le dynamisme économique du Canada. Cependant, les forces économiques mondiales qui ouvrent le commerce international à un éventail plus vaste de services créent également de nouvelles possibilités pour les pays qui exportent des services à destination des États-Unis, d'Europe, du Japon et un grand nombre de pays en développement. À partir du dossier commercial du Canada dans le secteur des services, il est possible d'avancer plusieurs conclusions provisoires sur l'évolution future des échanges de services.

Les échanges directs de services, tant sur le plan des exportations que des importations, demeureront probablement beaucoup moins élevés que les échanges de marchandises. Les échanges de services forment un élément important du commerce extérieur global du Canada, mais il serait peu réaliste de s'attendre à ce que les progrès constants de la technologie utilisée dans les domaines des voyages et des communications et la diminution des barrières commerciales se traduisent pour le Canada par un développement spectaculaire des échanges de services. Le marché continuera d'offrir des possibilités dans ce domaine, probablement à un rythme accru, et les industries canadiennes devront faire preuve de souplesse afin de s'adapter à la concurrence, tant comme exportateurs qu'importateurs. Toutefois, l'idée que les échanges de services puissent d'eux-mêmes augmenter suffisamment pour compenser la baisse envisagée des échanges de marchandises ne se justifie pas par l'expérience passée. Aussi est-il préférable, pour les fins de la politique du Canada dans le domaine des échanges internationaux, d'insister sur l'interdépendance des échanges de services et de marchandises.

Les échanges relatifs au secteur des services auront probablement une portée importante, quoique non vitale, dans l'évolution du solde extérieur du Canada, mais l'accent mis sur les échanges de l'ensemble du secteur des services dissimule les phénomènes d'envergure qui sont en train de survenir dans les trois sous-postes du secteur des services. Le commerce international des services de transport et, plus particulièrement, des services touristiques, continueront sans doute de jouer un rôle important dans la situation économique des régions et de l'ensemble du Canada, et

il faudra mettre en oeuvre des politiques microéconomiques pour soutenir et rehausser la compétitivité des entreprises canadiennes oeuvrant dans ces secteurs[15]. Il est presque certain toutefois que l'accroissement des échanges de services commerciaux sera dans le domaine du commerce international des services le fait saillant des années 90.

Les recettes d'exportation de services commerciaux sont dominées par les transactions sans lien de dépendance, c'est-à-dire réalisées entre des entreprises contrôlées par des intérêts canadiens et des clients non affiliés qui se trouvent dans bien des cas dans des pays autres que les États-Unis ou en dehors de la Communauté économique européenne. Les importations de services commerciaux sont plus étroitement liées aux États-Unis; elles sont souvent effectuées par des établissements placés sous contrôle américain et qui achètent des services de leur siège social, en général une société du secteur de la fabrication. Étant donné les caractéristiques structurelles des exportations et des importations de services commerciaux du Canada, deux conséquences sont possibles. En premier lieu, les dispositions de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis relatives aux services couverts et les séjours temporaires de gens d'affaires constituent une grande amélioration pour les entreprises canadiennes de services. Compte tenu de la faible proportion des services commerciaux exportés aux États-Unis par rapport au volume des marchandises exportées, il semble qu'il serait dans l'intérêt à long terme du Canada de veiller à ce que les clauses de ces deux chapitres soient appliquées intégralement et améliorées à mesure que l'accord sera appliqué. En second lieu, il est moins facile de saisir l'intérêt qu'a le Canada pour les efforts multilatéraux visant à réduire les barrières qui entravent la concurrence internationale dans le domaine des services, mais l'expérience canadienne dans certains domaines de services commerciaux, comme la consultation et les services de communication, laisse supposer que les entreprises canadiennes peuvent soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Par conséquent, si le Canada veut échanger des services commerciaux avec d'autres pays à leur avantage réciproque il devra mettre en oeuvre des politiques microéconomiques intérieures qui assureront la compétitivité internationale des entreprises canadiennes, il devra participer pleinement aux efforts multilatéraux visant à éliminer, par la négociation, les barrières qui nuisent à la concurrence internationale dans le domaine des services.

Annexe A

Le poste «voyages» comprend les recettes et les paiements relatifs aux voyages effectués entre le Canada et les pays étrangers. Les voyageurs sont les personnes qui se déplacent pour leur plaisir, à l'occasion de congés annuels ou autres congés, pour des raisons de santé, pour affaires ou aux fins d'études, et les dépenses visées touchent tant les frais de transport que les frais de séjour, c'est-à-dire l'hôtel et les repas.

Le poste «transports» enregistre les recettes et les paiements relatifs au transport des marchandises par eau, par air, par route ou par pipeline. Les recettes couvertes sont les frais payés aux transporteurs résidant au Canada pour le transport, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières canadiennes, de marchandises destinées à l'exportation; les recettes d'affrètement de navires; les frais payés aux transporteurs canadiens pour le transport de marchandises entre pays étrangers; et les frais portuaires versés au Canada par les transporteurs étrangers. Les paiements correspondent aux sommes payées aux transporteurs résidant à l'étranger pour le transport de marchandises importées au Canada (y compris le fret intérieur dans d'autres pays); le déplacement de produits canadiens, p. ex., le pétrole et le gaz naturel, en transit aux États-Unis; les frais portuaires payés à l'étranger par des transporteurs canadiens; et les frais d'affrètement de navires étrangers. À l'heure actuelle, les dépenses internationales des transporteurs aériens sont consignées dans la sous-catégorie «services reliés au transport» des services commerciaux.

Le poste «services commerciaux» est subdivisé en 17 sous-catégories, comme suit :

– La rubrique «consultation et autres services spécialisés» regroupe des services comme l'ingénierie, l'architecture, les services juridiques, les services d'agents de brevet, la comptabilité, le marketing, la planification, les services de fiscalistes, les finances, le forage et la mise en valeur des ressources naturelles.

– Les services reliés au transport regroupent les dépenses des transporteurs aériens étrangers faisant affaires au Canada (recettes) et les dépenses semblables supportées à l'étranger par des transporteurs résidant au Canada. Ils comprennent également des frais relatifs aux permis d'immatriculation de camions, aux règlements de groupage et aux organismes de régulation du transport international.

– Les services d'administration et de gestion comprennent les honoraires de services d'administration et de gestion, les frais des sociétés de fiducie et les frais payés au Canada par des sociétés canadiennes ayant des exploitations à l'étranger.

– La recherche et le développement regroupent les frais reliés aux enquêtes menées à des fins scientifiques ou commerciales.

– Les commissions englobent les commissions gagnées par les grossistes, les agents et les courtiers en marchandises, plus les commissions versées aux succursales de vente de fabricants et les autres genres de commissions commerciales. Elles n'incluent pas les frais et les commissions sur les valeurs mobilières.

– Les redevances, brevets d'auteurs et marques déposées touchent les frais reliés aux droits exclusifs d'exploitation de ressources, aux droits de fabrication et de vente de produits comportant une caractéristique ou plus, à l'usage d'une oeuvre littéraire, artistique, dramatique ou musicale originale et à tout travail commercial distinctif protégé par le biais d'un enregistrement officiel.

– Les films et la diffusion comprennent les paiements relatifs à la distribution de longs métrages et aux services acquis ou vendus par des studios publics ou privés de radio et de télévision.

– La publicité et les services de promotion comprennent la publicité dans les journaux, les revues, à la radio, à la télévision et dans d'autres médias, la participation aux foires commerciales et le coût de promotion des ventes.

– L'assurance regroupe les primes d'assurance ou de réassurance, les règlements versés par des non-résidents, de même que les primes et règlements payés directement à des assureurs non-résidents pour tous les genres de risques. L'assurance inclut également les transactions internationales effectuées par les courtiers en assurance.

– Les autres services financiers regroupent les honoraires et commissions reçus et payés sur les opérations sur titres en circulation, tant par les résidents que les non-résidents. Avant 1986, cette sous-catégorie couvrait les paiements seulement, surtout les paiements sur les nouveaux titres canadiens émis à l'étranger. Il faut préciser que les données des services bancaires ne sont pas séparées de celles des autres opérations bancaires et qu'elles sont actuellement comprises dans le poste «transactions sur les revenus de placement» de la balance des paiements.

– Les services informatiques regroupent les services de consultation, l'usage des installations informatiques, l'achat et l'élaboration de logiciels, la conception de systèmes, l'installation, les essais, la mise au point, l'entretien permanent, les modifications à la documentation et la formation. Avant 1981, ces transactions faisaient partie de la sous-catégorie «autres services».

– La location de matériel comprend, pour l'industrie pétrolière, la location des plates-formes de forage et des navires de ravitaillement, et pour toutes les autres industries, la location de machinerie, d'outils, de véhicules moteurs, d'aéronefs, de matériel ferroviaire, d'ordinateurs et d'autre matériel.

– Les concessions et droits semblables couvrent les privilèges contractuels accordés aux personnes ou sociétés en vue de permettre la vente d'un produit, l'utilisation d'une marque de commerce ou la prestation d'un service dans une région donnée ou d'une manière donnée.

– Les services de communication regroupent les transactions relatives au téléphone, au télégraphe, au télex, à la transmission de données, à la messagerie et au courrier.

– Le raffinage et les services de transformation comprennent les frais payés par des non-résidents pour le raffinage des métaux au Canada. Les données sur les paiements ne sont pas disponibles.

– Les frais spéciaux et autres frais automobiles englobent les recettes et les paiements des sociétés de l'industrie automobile relatifs au réusinage, aux garanties et autres frais.

– Les autres services commerciaux regroupent divers services qu'il a été impossible de classer; une estimation des valeurs sous-représentées dans les enquêtes et des opérations trop limitées pour être répertoriées; et les retenues d'impôt.

Le poste «opérations gouvernementales» regroupe les échanges internationaux découlant des activités des gouvernements fédéral et provinciaux, tant sur le plan militaire que diplomatique, et qui ne sont comptabilisés nulle part ailleurs dans la balance des paiements. Les opérations des missions diplomatiques incluent les dépenses courantes et les dépenses d'immobilisations.

Enfin, la catégorie des «autres services» regroupe les salaires, les indemnités de grève, les cotisations versées aux syndicats internationaux. Elle comprend également les dépenses des ressortissants canadiens étudiant à l'étranger et celles des ressortissants étrangers étudiant au Canada; les transactions reliées aux loisirs et à la culture; et les revenus provenant d'emplois des travailleurs frontaliers et migrants.

Tableau A.1

Importations et exportations de services et de marchandises de 1961 à 1987

	Exp. de services	Exp. de march.	Exp. de services, en % des exp. de march.	Imp. de services	Imp. de march.	Imp. de services, en % des imp. de march.	Balance des services
	(Millions de $)			(Millions de $)			(Millions de $)
1961	1 277	5 858	21,8	1 733	5 716	30,3	–456
1962	1 396	6 388	21,9	1 772	6 203	28,6	–376
1963	1 521	7 074	21,5	1 818	6 580	27,6	–297
1964	1 688	8 232	20,5	2 029	7 537	26,9	–341
1965	1 839	8 743	21,0	2 233	8 600	26,0	–394
1966	2 112	10 325	20,5	2 525	10 059	25,1	–413
1967	2 761	11 288	24,5	2 736	10 725	25,5	25
1968	2 460	13 670	18,0	2 990	12 196	24,5	–530
1969	2 862	14 982	19,1	3 633	14 071	25,8	–771
1970	3 258	16 820	19,4	3 960	13 869	28,6	–702
1971	3 389	17 783	19,1	4 216	15 314	27,5	–827
1972	3 514	20 223	17,4	4 507	18 272	24,7	–993
1973	4 118	25 649	16,1	5 297	22 726	23,3	–1 179
1974	5 068	32 738	15,5	6 461	30 904	20,9	–1 393
1975	5 339	33 616	15,9	7 402	33 961	21,8	–2 063
1976	6 085	38 167	15,9	8 671	36 608	23,7	–2 586
1977	6 687	44 495	15,0	9 728	41 523	23,4	–3 041
1978	7 792	53 360	14,6	11 005	49 048	22,4	–3 213
1979	9 493	65 581	14,5	12 120	61 158	19,8	–2 627
1980	10 898	76 681	14,2	14 028	67 904	20,7	–3 130

1981	12 447	84 432	14,7	15 861	77 140	20,6	–3 414
1982	12 258	84 393	14,5	15 858	66 739	23,8	–3 600
1983	12 889	90 556	14,2	16 735	73 096	22,9	–3 846
1984	14 705	111 730	13,2	19 139	91 493	20,9	–4 434
1985	15 909	119 566	13,3	20 734	102 641	20,2	–4 825
1986	17 569	120 593	14,6	22 800	110 205	20,7	–5 231
1987	18 089	125 765	14,4	25 134	115 424	21,8	–7 045

Source: Statistique Canada (n° 67-001 au catalogue).

Tableau A.2

Répartition des importations et des exportations de services par catégorie, en pourcentage du total – de 1961 à 1987

	Exportations de services*					Importations de services*				
	Voyages	Transports	Services commerciaux	Opérations gouvernementales	Autres services	Voyages	Transports	Services commerciaux	Opérations gouvernementales	Autres services
	(Pourcentage)									
1961	37,7	38,1	14,3	7,0	2,7	37,0	32,8	22,3	7,3	0,6
1962	40,3	36,5	14,5	6,2	2,6	34,1	33,5	23,6	8,1	0,6
1963	40,0	37,1	13,9	6,4	2,5	32,2	35,6	22,4	8,0	1,8
1964	39,2	38,1	13,7	6,6	2,3	35,1	33,5	22,0	7,7	1,7
1965	40,6	36,4	13,6	6,6	2,8	35,6	34,1	21,4	7,3	1,7
1966	39,8	35,9	13,3	8,0	3,0	35,6	32,6	22,6	7,3	1,8
1967	47,7	30,1	13,5	6,3	2,4	32,7	31,5	26,6	7,3	1,9
1968	38,7	36,1	15,7	6,2	3,3	32,8	31,1	26,6	7,4	2,1
1969	36,6	32,7	20,0	6,4	4,3	34,7	27,4	30,0	5,9	2,0
1970	37,0	34,6	18,6	6,3	3,6	35,9	27,9	28,7	5,6	1,9
1971	36,8	34,9	19,1	5,2	4,0	34,3	28,3	30,5	5,0	1,9
1972	35,0	35,3	20,5	5,3	3,9	32,5	29,2	31,3	5,2	1,9
1973	35,1	36,3	20,4	4,8	3,4	32,9	29,5	30,6	5,2	1,9
1974	33,4	35,8	22,6	5,1	3,2	30,6	31,5	30,5	5,2	2,2
1975	34,0	32,1	24,7	5,7	3,5	34,3	29,0	29,3	5,2	2,1
1976	31,7	34,2	25,3	5,1	3,7	36,0	25,7	30,6	5,6	2,2
1977	30,3	35,5	25,8	5,4	3,1	37,7	24,6	29,4	6,3	2,0
1978	30,5	34,8	26,4	5,1	3,1	37,1	23,5	30,9	6,7	1,8
1979	30,4	36,5	26,2	4,2	2,7	32,6	26,1	32,7	6,7	1,9
1980	30,7	36,3	26,5	3,8	2,6	32,6	24,6	34,0	7,1	1,8

1981	30,2	34,5	29,2	3,6	2,6	30,7	24,3	37,2	6,0	1,7
1982	30,4	33,8	29,0	4,0	2,8	31,6	21,3	38,4	6,9	1,8
1983	29,8	31,8	31,4	4,3	2,7	36,1	19,5	36,1	6,5	1,8
1984	30,0	32,3	31,1	3,8	2,9	34,2	22,4	35,6	6,1	1,7
1985	31,5	28,9	33,3	3,5	2,8	34,3	21,2	37,1	5,7	1,6
1986	36,0	25,4	32,3	3,6	2,6	32,9	19,7	40,7	5,2	1,6
1987	34,8	26,0	33,0	3,5	2,6	35,1	19,1	39,5	4,8	1,5

Source: Statistique Canada (n° 67-001 au catalogue)

[1] En pourcentage du total des exportations de services
[2] En pourcentage du total des importations de services

Tableau A.3

Répartition des importations et des exportations par catégorie, en pourcentage des importations et exportations de marchandises – de 1961 à 1987

	Exportations de services*					Importations de services*				
	Voyages	Transports	Services commerciaux	Opérations gouvernementales	Autres services	Voyages	Transports	Services commerciaux	Opérations gouvernementales	Autres services
1961	8,2	8,3	3,1	1,5	0,6	11,2	9,9	6,8	2,2	0,2
1962	8,8	8,0	3,2	1,3	0,6	9,8	9,6	6,8	2,3	0,2
1963	8,6	8,0	3,0	1,4	0,5	8,9	9,8	6,2	2,2	0,5
1964	8,0	7,8	2,8	1,4	0,5	9,4	9,0	5,9	2,1	0,5
1965	8,5	7,7	2,9	1,4	0,6	9,3	8,8	5,5	1,9	0,4
1966	8,1	7,3	2,7	1,6	0,6	8,9	8,2	5,7	1,8	0,5
1967	11,7	7,4	3,3	1,5	0,6	8,3	8,0	6,8	1,9	0,5
1968	7,0	6,5	2,8	1,1	0,6	8,1	7,6	6,5	1,8	0,5
1969	7,0	6,2	3,8	1,2	0,8	9,0	7,1	7,7	1,5	0,5
1970	7,2	6,7	3,6	1,2	0,7	10,3	8,0	8,2	1,6	0,5
1971	7,0	6,7	3,6	1,0	0,8	9,5	7,8	8,4	1,4	0,5
1972	6,1	6,1	3,6	0,9	0,7	8,0	7,2	7,7	1,3	0,5
1973	5,6	5,8	3,3	0,8	0,5	7,7	6,9	7,1	1,2	0,4
1974	5,2	5,5	3,5	0,8	0,5	6,4	6,6	6,4	1,1	0,5
1975	5,4	5,1	3,9	0,9	0,6	7,5	6,3	6,4	1,1	0,5
1976	5,1	5,5	4,0	0,8	0,6	8,5	6,1	7,2	1,3	0,5
1977	4,6	5,3	3,9	0,8	0,5	8,8	5,8	6,9	1,5	0,5
1978	4,5	5,1	3,9	0,7	0,5	8,3	5,3	6,9	1,5	0,4
1979	4,4	5,3	3,8	0,6	0,4	6,5	5,2	6,5	1,3	0,4
1980	4,4	5,2	3,8	0,5	0,4	6,7	5,1	7,0	1,5	0,4

1981	4,5	5,1	4,3	0,5	0,4	6,3	5,0	7,7	1,2	0,4
1982	4,4	4,9	4,2	0,6	0,4	7,5	5,1	9,1	1,6	0,4
1983	4,2	4,5	4,5	0,6	0,4	8,3	4,5	8,3	1,5	0,4
1984	4,0	4,2	4,1	0,5	0,4	7,2	4,7	7,4	1,3	0,4
1985	4,2	3,9	4,4	0,5	0,4	6,9	4,3	7,5	1,2	0,3
1986	5,3	3,7	4,7	0,5	0,4	6,8	4,1	8,4	1,1	0,3
1987	5,0	3,7	4,7	0,5	0,4	7,6	4,2	8,6	1,0	0,3

Source Statistique Canada (nos 67-001 et 67-203 au catalogue)

Tableau A.4

Importations et exportations de services et de marchandises non assujetties au Pacte de l'automobile de 1961 à 1987

	Exp. de services	Exp., hors Pacte auto	En % des exp. nettes de marchandises	Importations de services	Imp., hors Pacte auto	En % des imp. nettes de marchandises	Balance des services
	(Millions de $)			(Millions de $)			(Millions de $)
1961	1 277	5 858	21,8	1 733	5 716	30,3	–456
1962	1 396	6 388	21,9	1 772	6 203	28,6	–376
1963	1 521	7 074	21,5	1 818	6 580	27,6	–297
1964	1 688	8 232	20,5	2 029	7 537	26,9	–341
1965	1 839	8 387	21,9	2 233	7 476	29,9	–394
1966	2 112	9 313	22,7	2 525	8 471	29,8	–413
1967	2 761	9 549	28,9	2 736	8 563	32,0	25
1968	2 460	10 924	22,5	2 990	9 195	32,5	–530
1969	2 862	11 468	25,0	3 633	10 525	34,5	–771
1970	3 258	13 321	24,5	3 960	10 617	37,3	–702
1971	3 389	13 612	24,9	4 216	11 204	37,6	–827
1972	3 514	15 505	22,7	4 507	13 338	33,8	–993
1973	4 116	20 234	20,4	5 297	16 645	31,8	–1 179
1974	5 068	27 021	18,8	6 461	23 780	27,2	–1 393
1975	5 338	27 184	19,6	7 402	25 724	28,8	–2 063
1976	6 085	29 942	20,3	8 671	27 168	31,9	–2 586
1977	6 687	34 071	19,6	9 728	29 947	32,5	–3 041
1978	7 792	40 820	19,1	11 005	35 662	30,9	–3 213
1979	9 493	53 681	17,7	12 120	45 997	26,3	–2 627
1980	10 898	65 757	16,6	14 028	54 295	25,8	–3 130

1981	12 447	71 248	17,5	15 861	60 938	26,0	-3 414
1982	12 258	67 874	18,1	15 858	51 615	30,7	-3 600
1983	12 889	69 329	18,6	16 735	53 900	31,0	-3 846
1984	14 705	82 441	17,8	19 139	65 357	29,3	-4 434
1985	15 909	86 504	18,4	20 734	71 140	29,1	-4 825
1986	17 569	84 380	20,8	22 800	76 646	29,7	-5 231
1987	18 089	93 691	19,3	25 134	82 210	30,6	-7 045

Source Statistique Canada (n° 67-001 au catalogue)

Notes

1 Les sous-catégories s'établissent comme suit : transports, communications, services publics, commerce de gros, commerce de détail, finances, assurances et immobilier, organismes sans but lucratif, services à la consommation, services à la production et administration publique.

2 Par exemple, Fuch (1968), Gershuny (1978), Stanback *et al* (1981), Gershuny et Miles (1983). Melvin (1989) présente un excellent sommaire et apporte une contribution originale au problème de la définition.

3 L'extraction du charbon, généralement reconnue comme faisant partie du secteur primaire et, par conséquent, comme un extrant de produits, peut, en vertu de certaines définitions, être considérée comme une industrie de services en ce sens que la nature a produit le charbon et que l'effort fourni par l'homme constitue simplement un service de transport qui consiste à déplacer le charbon extrait d'une mine souterraine vers les endroits où il peut être consommé.

4 Une cinquième méthode selon laquelle les activités de services peuvent s'intégrer au commerce international suppose une présence commerciale et un établissement à l'étranger, c'est-à-dire un mécanisme d'investissement et non un mécanisme d'échange.

5 La Conférence des Nations Unies sur le développement des échanges (UNCTAD 1986 p. 80) établit un point semblable dans un contexte différent en notant que les *tentatives visant à introduire les services en termes de notions dans un cadre de politique commerciale n'ont pas réussi à délimiter les échanges des questions d'investissements étrangers; les efforts en vue de mettre en rapport les notions relatives aux échanges, tels « l'accès aux marchés », avec les notions relatives aux investissements, comme « les établissements », ont davantage embrouillé le débat.*

6 La raison de cette hausse considérable sera expliquée à l'aide de données désagrégées.

7 Consulter Fuss et Waverman (1987).

8 Comme mentionné précédemment, St. Hilaire et Whalley (1986) estiment que près du cinquième des revenus de source étrangère des banques provient des exportations de services bancaires.

9 Le *Office of Technology Assessment* (1986) a réévalué les exportations de services des États-Unis, à l'exclusion des services bancaires, à un total de 69 milliards $ à 91 milliards $, comparativement au chiffre officiel du gouvernement

fédéral de 43,8 milliards $ pour 1984. Étant donné que les exportations de marchandises atteignaient 220 milliards $ en 1984, cela signifie que le rapport entre les exportations de services et les exportations de marchandises passe d'environ 20 %, soit le pourcentage déclaré officiellement, à 36 %, lorsque la médiane des réévaluation est utilisée.

10 Les exportations de services ne sont pas présentées en tant que pourcentage des exportations de marchandises, comme à la figure 1.

11 La distribution est l'activité à laquelle s'adonne toute personne qui acquiert des marchandises et s'en dessaisit sans franchir les frontières de l'économie où elle réside. L'activité d'un tel propriétaire temporaire est la distribution et non pas l'importation et la réexportation de marchandises. (Groupe de travail du Comité des échanges de l'OCDE, 1987).

12 Les entreprises non répertoriées sont généralement des entreprises de gestion. N'ayant ni produits ni employés, elles ne sont pas incluses dans la base de données sur l'emploi.

13 Ce tableau montre que les exportations de services commerciaux des entreprises canadiennes reliées à la banque de données financières représentent 2 592 milliards $ et leurs ventes totales 129,0 milliards. Les recettes totales déclarées en 1986 au titre des exportations de services commerciaux étaient, elles, de 5 678 milliards $. Les entreprises reliées à la banque de données comptent donc pour 43 % du total des revenus d'exportation de services commerciaux. (N.D.T. : vérifier les chiffres.)

14 En 1986, les importations de services commerciaux ont totalisé 9 277 milliards $, ce qui signifie que 62 % des achats totaux ont été répertoriés à partir de la banque de données.

15 Consulter l'analyse de McRae (1989) sur les échanges canadiens dans les services de transport.

Bibliographie

Australie, Bureau of Industry Economics [1988]. *Australia's Service Sector and International Trade in Services: An Overview*, Information Bulletin 14, Canberra.

Clark, C. [1940]. *The Conditions of Economic Progress*, Londres, Macmillan.

Coffey, W. J., et al. [1989]. *Service Industries in Regional Development*, Halifax, Institut de recherches politiques.

The Economist [1989]. « Freeing services », Londres, 28 octobre 1989.

Fisher, A. G. B. [1935]. *The Clash of Progress and Society*, Londres, Macmillan.

Fuchs, V. R. [1968]. *The Service Economy*, New York, National Bureau of Economic Research.

Fuss, M., et L. Waverman [1987]. « A sectoral perspective: automobiles », dans *Perspectives on a U.S.-Canada Free Trade Agreement*, sous la direction de R. Stern *et al.*, Washington (D.C.), Brookings Institution, p. 217-230.

Gershuny, J. I. [1978]. *After Industrial Society: The Emerging Self-Service Economy*, Londres, Macmillan.

Harris, R. G., et D. Cox [1988]. « The service sector and trade in the Canadian economy: an input-output analysis », Discussion Paper, Vancouver, Institut Fraser.

Hill, T. P. [1977]. « On goods and services », *Review of Income and Wealth*, vol. 23, n° 4, p. 315-338.

McCulloch, R. [1988]. « International competition in services », dans *The United States in the World Economy*, sous la direction de M. Feldstein, Chicago, The University of Chicago Press pour le National Bureau of Economic Research.

McRae, J. J. [1989]. « Canada/United States trade in transportation services », Discussion Paper Series on the Service Sector, Institut de recherches politiques.

Melvin, J. R. [1989]. *Trade in Services: A Theoretical Analysis*, Institut de recherches politiques.

Office of Technology Assessment [1986]. *Trade in Services: Exports and Foreign Revenues*, Washington (D.C.), U.S. Government Printing Office.

Organisation de coopération et de développement économiques [1987]. *Données*

relatives aux échanges de services recueillies par les pays membres, Groupe de travail du Comité des échanges, Paris, OCDE.

Porat, Marc [1977]. « The information economy: definition and measurement », Special Publication 77-12(1), Office of Telecommunications, Washington (D.C.), U.S. Department of Commerce.

Shelp, R. K. [1981] *Beyond Industrialization: An Ascendance of Global Service Economy*, New York, Praeger.

St. Hilaire, F., et J. Whalley [1986]. « Some estimates of trade flows in banking services », Discussion Paper, Institut de recherches politiques.

Stanback, T. M., *et al.* [1981]. *Services: The New Economy*, Totawa (N.J.), Rowman & Allanheld.

Stigler, G. [1956]. *Trends in Employment in the Service Industries*, Princeton (N.J.), Princeton University Press.